



ALLER DROIT DEVANT

LE PLAN DE PAUL MARTIN POUR ATTEINDRE NOS BUTS

**DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE À
LA PLATEFORME LIBÉRALE**

Liberal 



ALLER DROIT DEVANT

DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE À LA PLATEFORME LIBÉRALE

Table des matières

I – Renforcer nos fondations sociales

1. Bâtir une société durable
2. Accroître l'accès aux études supérieures
3. Faire participer les jeunes Canadiens
4. Célébrer la culture et le sport
5. Le bilinguisme
6. Une société multiculturelle et diversifiée
7. Créer des opportunités pour les nouveaux Canadiens
8. Fournir un abri : le logement social et abordable
9. Respecter nos obligations envers les aînés, les personnes handicapées et leurs aidants naturels
10. Des rues et des collectivités sécuritaires
11. Les secteurs du bénévolat et de l'économie sociale

II – Bâtir une économie du 21^e siècle

1. Le point sur la filière automobile
2. Compétences et apprentissage continu
3. Se concentrer sur les petites et moyennes entreprises
4. Assurer l'avenir énergétique du Canada
5. Soutenir les agriculteurs canadiens
6. Soutenir les pêches
7. Une vision pour le Grand-Nord canadien

III – Le Canada dans le monde: un rôle d'influence et de fierté

1. Une politique de sécurité nationale du 21^e siècle
2. Promouvoir le commerce et l'investissement
3. Aider les anciens combattants du Canada





ALLER DROIT DEVANT

Une question fondamentale définit cette campagne électorale, une question à laquelle vous, ainsi que tous les autres Canadiens et Canadiennes devront répondre : quel Canada voulez-vous?

Nous nous trouvons à un moment propice, où plusieurs des obstacles traditionnels qui nous ont empêchés de réaliser des choses importantes dans ce pays sont devenus moins considérables. Grâce aux efforts de millions de Canadiens et de Canadiennes, nous avons accompli un véritable virage économique. Les vieilles insécurités à propos de l'identité canadienne ont été remplacées par une confiance renouvelée, une fierté et une ambition rehaussée. Comme peuple, nous savons ce que nous pouvons faire et nous savons comment le faire. Tout ce que nous voulons maintenant, c'est aller de l'avant.

La dernière décennie a été jalonnée de réussites extraordinaires pour le Canada et pour les Canadiens. Notre économie a connu une croissance solide, et plus de deux millions d'immigrants ont choisi le Canada durant ces dix dernières années – des gens qui ont choisi librement le Canada parmi tous les autres pays dans le monde. Les Canadiens ont connu des succès sur la scène mondiale dans les arts, le sport, les sciences et en affaires.


Le moment est venu de faire des changements significatifs et des réformes importantes. Vous, et tous les Canadiens et Canadiennes, avez dit aux gouvernements de nous pencher sérieusement sur des enjeux comme la santé, l'apprentissage et la qualité de vie dans nos communautés. Dans notre plate-forme politique principale, nous avons indiqué comment un gouvernement libéral répondra à vos grandes priorités – en commençant par le système de santé financé par les fonds publics.

Redresser notre système de santé pour une génération exigera un engagement des paliers de gouvernement fédéral, provinciaux et territoriaux. C'est là notre plus grande priorité et elle est là pour rester.

Au même moment, d'autres priorités – comme renforcer nos fondations sociales, bâtir une économie du 21^e siècle, et redonner au Canada une place d'influence et de fierté dans le monde – iront de l'avant.

Vous trouverez dans ce document le large éventail des politiques et des priorités d'un gouvernement libéral. Dans plusieurs cas, nous cherchons à poser les premiers jalons, faire les premiers pas, pour poursuivre la tradition canadienne d'améliorations concentrées dans des secteurs clés. Dans d'autres cas, nous proposons de nouvelles initiatives qui guideront les pas des Canadiens, avec un rôle de soutien pour le gouvernement. En accord avec les circonstances, ces priorités devront trouver un équilibre avec nos besoins les plus pressants et notre engagement indéfectible envers la prudence fiscale.



 Mais sans votre appui le jour du vote, rien de tout cela ne sera possible. Des changements significatifs exigent un mandat fort des électeurs. Un gouvernement déterminé, concentré sur ce qu'il doit faire – qui jouit d'un appui étendu et solide de la part des Canadiens – ce gouvernement peut réaliser de grandes choses.

Nous espérons que ce document complémentaire à notre plateforme vous fournira plus de détails sur notre plan d'ensemble pour amener le Canada vers l'avant. Nous croyons que l'enjeu de cette élection est de choisir votre vision pour l'avenir du Canada. Nous espérons qu'après la lecture de ce document, vous choisirez le plan que nous mettons de l'avant pour bâtir le Canada de demain.



Paul Martin





RENFORCER LES FONDATIONS SOCIALES DU CANADA

Que voulons-nous? Un Canada où aucun individu, aucune collectivité ou région se voit refuser la possibilité de participer pleinement à l'édification d'une nation encore plus grande.

Réponse au discours du Trône, 3 février 2004

Les programmes sociaux du Canada – notre conviction que nous avons une responsabilité collective les uns envers les autres et spécialement envers ceux qui en ont le plus besoin – représentent nos valeurs et notre caractère. Ils sont une partie intégrante de ce qui fait de nous des Canadiens.

Renforcer nos programmes sociaux est au cœur du plan du gouvernement libéral. Pour nous, faire le choix d'améliorer la qualité de vie des Canadiens et des Canadiennes est fondamental.

Notre plate-forme met en lumière nos intentions de régler les problèmes de soins de santé pour une génération, de respecter nos obligations envers les personnes âgées, les gens ayant des handicaps et leurs soignants, et d'assurer la place des autochtones au Canada.

Nous avons également dévoilé nos plans en ce qui a trait à l'apprentissage et aux services de garde dès la petite enfance, le nouveau Pacte pour les villes et les collectivités du Canada, et notre intention d'accroître l'utilisation de l'énergie renouvelable au Canada, notamment l'énergie éolienne.

Un gouvernement libéral va renforcer et améliorer les fondations sociales du Canada. Nous travaillerons avec des partenaires – les autres paliers de gouvernements, le secteur privé, le secteur bénévole et autres intervenants – pour mettre en place des réformes durables et significatives à ces programmes sociaux si chers aux Canadiens.

L'accent que nous mettons sur ces priorités importantes ne relève pas pour autant le gouvernement de sa responsabilité de répondre aux autres défis de politique sociale.

Notre programme en regard de ces autres enjeux suit.



BÂTIR UNE SOCIÉTÉ DURABLE

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

La croissance annoncée de la population mondiale et les impératifs du développement économique pour tous les pays font du développement durable, un défi de magnitude nationale et internationale, et une priorité pour les Libéraux.

Nous mettons beaucoup d'effort pour nous assurer d'une société véritablement durable, où les objectifs de développement économique, de progrès social et de protection de l'environnement sont intimement liés et poursuivis avec une égale vigueur. Les Libéraux considèrent cet élément comme étant vital à l'avenir de notre propre pays et à celui du reste du monde. Tous les Canadiens et les Canadiennes, en tant qu'intendants d'un vaste territoire géographique et de ressources abondantes, doivent accepter la responsabilité de relever les défis environnementaux du 21^e siècle.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

Le gouvernement libéral a déjà fait des progrès significatifs dans la poursuite de cet objectif au moyen des initiatives et activités suivantes. Nous avons :

- Ratifié le Protocole de Kyoto sur les changements climatiques, de même que la Convention de l'ONU contre les polluants organiques persistants;
- Annoncé en 2003 un plan de 2 milliards \$, étalés sur cinq ans, en appui à l'implantation du Plan du Canada sur les changements climatiques. Ce montant inclut 1,7 milliards \$, étalés sur cinq ans, en appui à des partenariats, l'innovation et des mesures ciblées pour promouvoir l'efficacité énergétique, l'énergie renouvelable, le transport durable et des sources énergétiques alternatives;
- Annoncé la mise sur pied d'un programme doté d'une enveloppe budgétaire de 3,5 milliards \$ étalés sur 10 ans pour assainir les sites fédéraux contaminés, augmenté d'un programme de 500 millions \$ pour la conversion de certains autres sites, notamment celui des mares bitumineuses de Sydney;
- Créé le Fonds d'investissement municipal vert dont le budget s'élève à 250 millions \$ et qui a déjà appuyé plus de 60 projets sur l'eau dans des municipalités de partout au Canada et servi de levier pour un investissement total de 1 milliard \$ en infrastructure environnementale;
- Investi dans de nouvelles technologies environnementales. De plus, la vente de la participation du gouvernement fédéral dans Petro-Canada permettra au gouvernement d'investir 1 milliard \$ de plus en technologies environnementales au cours de sept prochaines années;
- Lancé le Programme de l'air pur de 120 millions \$, une carte routière réglementaire d'une durée de 10 ans pour promouvoir la réduction des émissions des véhicules, moteurs et carburants, les émissions industrielles qui causent le smog, et le signalement public élargi des rejets de polluants de source industrielle;
- Engagé 210 millions \$ pour poursuivre le développement du leadership du Canada en matière d'énergie à l'hydrogène;
- Mis en vigueur une nouvelle réglementation limitant le niveau de soufre dans les carburants;





- Retiré les taxes fédérales à la pompe sur l'éthanol et encouragé la commercialisation de nouvelles technologies de carburant à l'éthanol;
- Conclu l'Accord transfrontalier Canada/États-Unis sur la qualité de l'air qui comprendra des projets pilotes conjoints pour améliorer la qualité de l'air;
- Créé le Fonds durable des Grands Lacs au coût de 30 millions \$, pour restaurer et dépolluer certains points chauds des Grands Lacs; et
- Annoncé un programme pour développer des indicateurs environnementaux et durables, en collaboration avec Statistiques Canada, de même que pour améliorer la capacité du Canada à mesurer ses progrès quant à l'amélioration de l'environnement.

Ces initiatives, et d'autres, constituent des réalisations significatives et des contributions en vue de faire du Canada une société plus verte. Mais plus doit être fait. L'une de nos priorités est de faire du Canada un chef de file mondial dans l'utilisation de l'énergie éolienne. Nous proposons un programme en trois volets :

- *Favoriser l'investissement* - Un gouvernement libéral quadruplera les objectifs du programme existant Encouragement à la production d'énergie éolienne (EPÉÉ) pour la faire passer des 1 000 Mégawatts actuels à 4 000 MW.
- *Développer le marché* - Un gouvernement libéral fera la promotion des avantages et du rapport coût/efficacité de l'énergie éolienne pour accroître la demande de consommation au moyen d'un programme d'information et d'un appui aux objectifs établis.
- *Promouvoir la recherche et le développement* - Un gouvernement libéral augmentera son appui à la recherche et développement sur l'énergie propre, de façon générale, et particulièrement sur l'énergie éolienne. Nous allons créer l'Atlas national éolien du Canada une source de données essentielles pour déterminer les meilleures localisations pour des fermes éoliennes.



ACCROÎTRE L'ACCÈS AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

L'éducation est la clé des Canadiens et des Canadiennes pour réussir dans la vie et évoluer dans l'économie du 21^e siècle. La majorité des emplois et plusieurs des emplois les mieux rémunérés nécessiteront une scolarité postsecondaire. Il est estimé que d'ici 2011, presque les deux tiers des emplois seront comblés par des personnes possédant des attestations officielles d'études supérieures.

Le taux de productivité du Canada compte également de plus en plus sur les connaissances et les compétences acquises grâce à une scolarité postsecondaire, de l'apprentissage jusqu'à l'obtention d'un diplôme universitaire.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

Les Libéraux reconnaissent que l'accès à des études supérieures représente un fardeau financier pour les familles à faible et moyen revenu. Les étudiants de familles à faible revenu sont deux fois moins enclin à faire des études universitaires que les étudiants de familles à revenu élevé. Cela est dû, en partie, au fait que les frais de scolarité ont crû plus rapidement que les revenus des familles.

Les gouvernements libéraux ont mis sur pied un grand nombre d'initiatives au cours des dernières années pour traiter des enjeux liés à l'accès aux études supérieures, dont :

- La Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire. Dotées à l'origine d'un fonds de 2,5 milliards \$, les bourses d'études ont été remises à 100 000 étudiants chaque année - ce programme de dix ans est l'investissement le plus important jamais fait par un gouvernement fédéral pour encourager les études postsecondaires;
- L'établissement de la Subvention canadienne pour l'épargne-études. Le gouvernement fédéral a contribué 1,6 milliard \$ depuis 1998 au Régime enregistré d'épargne-études pour aider les parents à économiser pour l'éducation de leurs enfants; et
- Des subventions pouvant atteindre jusqu'à 3 000 \$ par année pour plus de 25 000 étudiants à temps plein et à temps partiel moins avantagés et ayant des enfants ou d'autres personnes à charge.
- Le programme de Bourses d'études supérieures du Canada qui appuie 4 000 nouvelles bourses annuellement pour les étudiants en maîtrise ou au doctorat.

L'amélioration de l'accès aux études supérieures a été complémenté par une série de mesures innovatrices pour relever la qualité de la recherche universitaire canadienne au sommet de ce qui se fait à l'international. Par exemple, le gouvernement a :

- Alloué 3,7 milliards \$ à la Fondation canadienne de l'innovation;
- Augmenté à 1,4 milliards \$, en 2003-2004, les budgets de financement des conseils de recherche - le double d'il y a six ans;
- Fourni près de 1 milliard \$ jusqu'en 2005-2006 pour les coûts indirects associés à la recherche commanditée par le gouvernement fédéral;
- Créé 2 000 Chaires de recherche de niveau international dans les universités canadiennes; et
- Établi les Instituts de recherche en santé du Canada ainsi que Génome Canada.





Ces mesures et d'autres, plus récente, mises en place par le gouvernement libéral constituent des pas importants sur la route de l'amélioration de l'accès, et de la qualité, de l'éducation supérieure. Mais nous sommes résolus à en faire davantage au moment où les coûts pour s'éduquer ne cessent d'augmenter et que l'éducation postsecondaire continue à relever les perspectives d'emploi pour nos jeunes.

À ce chapitre, un gouvernement libéral entend :

- Établir un Bon canadien d'apprentissage, pour fournir un subside de 500 \$ aux enfants nés après le mois de janvier 2003, issus de familles à faible revenu,. Cela sera suivi d'une contribution annuelle de 100 \$ pour aider les parents à faible revenu à économiser pour les études de leurs enfants. Par exemple, un parent qui économiserait 5 \$ par semaine, combiné au Bon d'apprentissage, aurait 12 000 \$ à sa disposition pour les études de son enfant;
- Accélérer la croissance des Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) pour les familles à revenu modeste en doublant la Subvention canadienne pour l'épargne-études sur les REEE – de 20% à 40% sur la première tranche de 500 \$ de contribution à chaque année;
- Mettre en place une subvention immédiate de 3 000 \$ pour les étudiants de première année de familles à faible revenu qui sont admissibles aux Prêts étudiants canadiens;
- Mettre en place une subvention immédiate de 2 000 \$ par année pour les étudiants handicapés;
- Augmenter l'appui aux étudiants à temps plein par l'entremise du programme canadien de prêts aux étudiants en augmentant la limite du prêt hebdomadaire de 165 à 210 \$;
- Élargir l'admissibilité au programme canadien de prêts étudiants et fournir de l'aide à ceux qui se qualifient déjà en réduisant la contribution parentale attendue des familles à revenu moyen. Cette mesure ouvrirait l'accès aux prêts étudiants à 40 000 familles;
- Relever le maximum de la réduction de la dette de 20 000 \$ à 26 000 \$, par le biais du programme canadien de prêts aux étudiants, pour les étudiants lourdement endettés;
- Créer une nouvelle déduction fiscale pour les personnes handicapées. Cela permettra de déduire les dépenses liées à un handicap, lorsque celles-ci sont contractées pour raison d'études ou d'emploi; et
- Allouer un financement additionnel de 125 millions \$ en cinq ans pour la Stratégie de développement des ressources humaines autochtones afin d'aider les autochtones à mieux développer leurs compétences.





FAIRE PARTICIPER LES JEUNES CANADIENS

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Le gouvernement libéral reconnaît les défis que présente la participation des jeunes Canadiens et de nous assurer que les politiques et les initiatives que nous mettons de l'avant aujourd'hui permettront de combler les besoins des jeunes.

Les leaders de demain veulent être entendus et s'engager, et nous devons saisir leur potentiel. Nous savons que les jeunes Canadiens sont impatients de voir le gouvernement et ses institutions épouser les causes qui leur sont chères en fournissant des avenues tangibles à leur expression et leur action politique.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

Les jeunes d'aujourd'hui sont plus internationaux dans leur approche, et ont des préoccupations sociales, environnementales et économiques plus larges. Le gouvernement libéral a accordé une grande priorité à ces idées, telles que mises de l'avant par les Jeunes libéraux.

ÉDUCATION SUPÉRIEURE

- Établir un Bon canadien d'apprentissage, pour fournir un subside de 500 \$ aux enfants nés après le mois de janvier 2003 issus de familles à faible revenu. Cela sera suivi d'une contribution annuelle de 100 \$ pour aider les parents à faible revenu à économiser pour les études de leurs enfants. Par exemple, un parent qui économiserait 5 \$ par semaine, combiné au Bon d'apprentissage, aurait 12 000 \$ à sa disposition pour les études de son enfant;
- Accéléralé la croissance des Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) pour les familles à revenu modeste en doublant la Subvention canadienne pour l'épargne-études sur les REEE – de 20% à 40% sur la première tranche de 500 \$ de contribution à chaque année;
- Mis en place une subvention immédiate de 3 000 \$ pour les étudiants de première année de familles à faible revenu qui sont admissibles aux Prêts étudiants canadiens;
- Mis en place une subvention immédiate de 2 000 \$ par année pour les étudiants handicapés;
- Augmenté l'appui aux étudiants à temps plein par l'entremise du programme canadien de prêts aux étudiants en augmentant la limite du prêt hebdomadaire de 165 à 210 \$;
- Relevé le maximum de la réduction de la dette de 20 000 \$ à 26 000 \$, par le biais du programme canadien de prêts aux étudiants, pour les étudiants lourdement endettés;
- Créé une nouvelle déduction fiscale pour les personnes handicapées. Cela permettra de déduire les dépenses reliées à un handicap, lorsque celles-ci sont contractées pour raison d'études ou d'emploi;
- Alloué un financement additionnel de 125 millions \$ en cinq ans pour la Stratégie pour poursuivre les programmes qui viennent en aide aux communautés autochtones à satisfaire leur besoin de développer leurs compétences; et
- Créé le Programme de bourses d'études supérieures du Canada pour épauler 2 000 étudiants en maîtrise et 2 000 étudiants au doctorat annuellement. Ce financement additionnel accroîtra de 70%, le nombre d'étudiants diplômés recevant l'appui du gouvernement fédéral, les portant à près de 10 000.





ÉCONOMIE

- Amélioré la Stratégie Emploi Jeunesse (SEJ) afin de mieux l'adapter aux besoins évolutifs des jeunes et des employeurs. Les programmes de cette Stratégie permettent à plus de 100 000 jeunes chaque année d'obtenir une formation et des stages en emploi pour acquérir une expérience de travail indispensable à leur carrière.

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

- Ratifié le Protocole de Kyoto sur les changements climatiques, de même que la Convention de l'ONU contre les polluants organiques persistants;
- Lancé une initiative de 2 milliards \$, étalés sur cinq ans, pour traiter de la question des changements climatiques. Cela inclut 1,7 milliards \$, étalés sur cinq ans, en appui à des partenariats, l'innovation et des mesures ciblées pour promouvoir l'efficacité énergétique, l'énergie renouvelable, le transport durable et des sources énergétiques alternatives;
- Mis un accent important sur les ressources d'énergie renouvelable, notamment par un appui substantiel au développement, entre autres, de l'énergie à l'hydrogène et l'énergie de la biomasse. Nous encouragerons l'énergie éolienne au Canada en quadruplant l'échelle du programme Encouragement à la production d'énergie éolienne (EPÉÉ); et
- Engagé 4 milliards \$ pour les dix prochaines années pour procéder à l'assainissement des sites contaminés partout au Canada, dont plusieurs dans le Grand-Nord.

DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

- Créé Corps Canada pour saisir l'expertise et l'idéalisme des civils canadiens, en misant particulièrement sur l'énergie des jeunes Canadiens qualifiés pour aider les états déçus et fragilisés à bâtir des institutions fondées sur la bonne gouvernance, la règle de droit et le respect des droits de la personne; et
- S'est engagé de façon importante à combattre les maladies infectieuses dans les pays pauvres – particulièrement celle du VIH/SIDA – en adoptant une loi innovatrice à l'échelle mondiale pour donner accès à des médicaments à bas prix, et en appuyant fermement la stratégie sur le VIH/SIDA mise de l'avant par l'Organisation mondiale de la santé.





CÉLÉBRER LA CULTURE ET LE SPORT

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Les Canadiens croient que la prospérité d'un pays ne se mesure pas simplement au moyen de critères économiques et qu'elle doit tenir compte de sa culture, de son histoire et de son héritage.

Au cours des dernières années, la réputation du Canada sur la scène internationale s'est accrue alors que nos auteurs, nos cinéastes et nos musiciens continuent de projeter une image dynamique, créative et innovatrice d'une nation cosmopolite. En même temps, nous savons aussi que le sport aide à bâtir les collectivités et accroît notre fierté locale et nationale – ce sera sans aucun doute le cas cet été lorsque nos athlètes s'illustreront au Jeux olympiques d'Athènes.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

L'engagement du gouvernement libéral envers la culture canadienne et le sport a été démontré à maintes reprises par notre appui dans les domaines suivants :

- **Arts et culture** : Le programme d'investissement culturel de 2001, *Un avenir en art*, a représenté la plus grosse somme consacrée aux arts et à la culture depuis 50 ans – 738 millions \$ étalés sur quatre ans, qui viennent en appui à 640 000 emplois canadiens pour des activités économiques annuelles s'élevant à plus de 20 milliards \$;
- **Audio-visuel** : Depuis 1996, le gouvernement a investi plus de 1,5 milliard \$ dans la réalisation de films et d'émissions télévisées au Canada (à l'exclusion de la SRC). La décision récente de rétablir le budget annuel du Fonds canadien de télévision à 100 millions \$ illustre bien l'engagement du gouvernement libéral envers la qualité de la programmation télévisuelle canadienne; et
- **Sport** : Nous avons engagé quelques 420 millions \$ pour appuyer les Jeux olympiques et Paralympiques d'hiver de 2010 de Vancouver-Whistler. Cette somme inclut 9 millions \$ pour la mise en candidature des Jeux, 310 millions \$ pour nous assurer que les infrastructures sportives et d'événements sont prêtes, et 100 millions \$ en appui à la prestation des services fédéraux essentiels comme les douanes, la sécurité et la protection de l'environnement.

Les Libéraux reconnaissent que le Canada doit s'efforcer, et atteindre, l'excellence dans le domaine de la culture. Cela contribuera à renforcer notre fibre nationale ici et notre réputation à l'étranger, et améliorera la qualité de vie canadienne.



 Un gouvernement libéral entend:

- S'assurer que les politiques des institutions culturelles clés comme Téléfilm, la Société Radio-Canada et le Fonds canadien de Télévision sont au diapason de l'objectif de produire plus de programmation canadienne à succès de tous genres;
- Investir pour s'assurer que les sites historiques et les archives nationales sont protégés et maintenus;
- Fournir, par l'entremise du Conseil des Arts du Canada, un appui accru aux grandes organisations des arts dans le but d'aider ces dernières à exporter davantage leurs produits et services culturels à travers le monde;
- Assumer un rôle de leadership dans la poursuite de la ratification de la Convention internationale sur la protection de la diversité culturelle de l'UNESCO. Nous nommerons un Envoyé spécial de la diversité culturelle pour mener à bien cette initiative. Le gouvernement s'assurera que le Québec a une voix dans les négociations sur la diversité culturelle à l'UNESCO; et
- Apporter des amendements à la Loi sur les droits d'auteur pour nous assurer que la propriété intellectuelle de nos artistes et créateurs sont protégés à l'ère numérique.

Un gouvernement libéral se penchera sur trois types d'initiatives dans le sport. Il s'occupera de :

- Fournir un appui ciblé aux athlètes de haut niveau et aux entraîneurs afin de les aider à atteindre des résultats de calibre mondial consistants;
- Financer des organismes comme le Cercle sportif autochtone, le Comité Paralympique du Canada, les Jeux olympiques spéciaux et l'Association canadienne pour l'avancement des femmes, du sport et de l'activité physique pour nous assurer que les Canadiens et les Canadiennes, sans égard à leurs habilités ou les circonstances, ont la possibilité de vivre une expérience sportive; et
- Encourager une plus grande participation de la population en général à des sports d'équipe.





LE BILINGUISME

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Le bilinguisme est l'une des caractéristiques qui définit le mieux le Canada. Tel que décrit dans le discours du Trône, il « est au cœur de notre identité. Il est notre image dans le monde. Il nous ouvre des portes. »

Le bilinguisme est aussi l'une de nos grandes réussites. Le Canada n'a jamais été aussi bilingue qu'aujourd'hui. En 2001, il y avait 5,2 millions de Canadiens et de Canadiennes capables de converser dans les deux langues officielles (17,7 %), le plus haut taux de l'histoire canadienne. Aujourd'hui, plus du quart des jeunes Canadiens âgés de 15 à 19 ans sont bilingues - deux fois que la génération précédente. Ils sont aujourd'hui plus de 357 000 étudiants en immersion française à l'extérieur de la province de Québec.

Il est tout aussi encourageant de voir comment les communautés francophones hors Québec sont renforcées par l'arrivée d'immigrants francophones. Le nombre de francophones hors Québec qui sont des immigrants, est passé de 72 000 (7,4 %) en 1996 à 87 000 (8,9 %) en 2001. Cette augmentation de 15 000 compte pour plus de 90 % de la croissance de la population francophone hors Québec entre 1996 et 2001.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

Le gouvernement libéral est fier de ses réalisations dans la croissance du niveau de bilinguisme au Canada. À ce chapitre, nous avons :

- Élaboré le *Plan d'action pour les langues officielles* — une stratégie détaillée de 750 millions \$ en cinq ans pour promouvoir le bilinguisme auprès des Canadiens et développer les collectivités de langue officielle en situation minoritaire partout au pays. Il comprend :
 - 137 millions \$ pour l'apprentissage d'une langue seconde afin de doubler le nombre d'étudiants aux écoles secondaires d'ici 2013;
 - Une enveloppe de 24 millions \$ additionnels au *Programme de bourses d'été de langues* pour augmenter la valeur de la bourse de 10 %, et faire passer le nombre de bénéficiaires de 7 000 à 10 000; et
 - 39 millions \$ en appui à des projets de développement économique innovateur communautaire dans les collectivités ayant des minorités linguistiques.

Comme l'a affirmé le Commissaire aux langues officielles, « Des actions concrètes, des progrès notables et le début d'un changement de culture » ont commencé à se manifester grâce à nos efforts envers le bilinguisme. Pour bâtir sur ce progrès, nous allons nous assurer que le Plan d'action pour les langues officielles est pleinement déployé et que tous ses objectifs importants sont réalisés.





UNE SOCIÉTÉ MULTICULTURELLE ET DIVERSIFIÉE

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Les Libéraux chérissent non seulement l'histoire mais aussi tout le potentiel de tous les groupes ethniques, culturels, et religieux qui enrichissent la vie canadienne. Nous appuyons la liberté qu'ont tous les Canadiens et Canadiennes de préserver, d'améliorer et de partager leur héritage culturel.

Le Canada est l'une des sociétés les plus diversifiées au monde et nous sommes reconnus comme étant une société ouverte fondée sur le principe d'égalité devant la loi.

Notre société multiculturelle et diversifiée est une inspiration pour les autres pays, elle est la pierre angulaire de notre identité canadienne et du respect dont jouit le Canada ailleurs dans le monde. Le multiculturalisme est une partie fondamentale de notre histoire, l'une des plus grandes sources de notre vigueur aujourd'hui et une ressource inestimable pour l'avenir que nous construisons ensemble.


LA POLITIQUE LIBÉRALE

Le gouvernement libéral a depuis longtemps fait montre de sa foi inébranlable dans les vertus du multiculturalisme et de la diversité en mettant en œuvre une panoplie d'initiatives visant à nous assurer que nos collectivités, petites et grandes, sont de véritables mosaïques composées de groupes de toutes origines, cultures et religions et, du même souffle, de s'assurer que tous les Canadiens et Canadiennes, peu importe leurs origines et orientation sexuelle, ont droit au respect et aux opportunités qu'ils méritent.

Pour illustrer la grande importance que nous accordons à une société vigoureuse et multiculturelle, nous avons :

- Fait la promotion de la compréhension et de la citoyenneté partagée en finançant des initiatives communautaires qui ciblent les jeunes, les communautés culturelles et la recherche universitaire en appui à une politique publique éclairée;
- Fourni aux chercheurs et aux responsables de l'élaboration de la politique publique des informations importantes sur l'historique ethnique et culturel de notre population et comment ce bagage d'histoire influence leur vie aujourd'hui en lançant le *Sondage sur la diversité culturelle* auprès de plus de 40 000 Canadiens et Canadiennes;
- Répondu aux besoins et aux enjeux des différentes communautés culturelles à l'égard des forces de l'ordre en développant un *Forum national sur le maintien de l'ordre dans une société multiculturelle*. Ce projet a mené à la création du *Réseau de la police canadienne sur les Autochtones et la diversité*. Ce réseau, créé conjointement avec l'Association canadienne des Chefs de police, aide les forces de l'ordre à bâtir des partenariats et à développer les outils dont elles ont besoin pour desservir une société diversifiée avec compréhension et respect;
- Augmenter les peines pour crimes haineux basés sur la race, la religion, l'orientation sexuelle ou l'ethnicité; et
- Célébré la première *Journée canadienne du multiculturalisme* le 27 juin 2003, en reconnaissance de l'engagement du Canada envers l'ouverture, la démocratie, l'égalité et le respect mutuel.



 La proportion de la population canadienne née à l'extérieur du pays a atteint son plus haut niveau en 70 ans, et l'amalgame de pays d'où proviennent les nouveaux arrivants a radicalement changé au fil des ans. Le gouvernement libéral reconnaît que l'édification d'un Canada multiculturel vigoureux est une tâche continue et il poursuivra son travail pour favoriser l'inclusion de tous les individus et communautés, pour éliminer la discrimination raciale et pour promouvoir un pays où une meilleure compréhension entre les groupes raciaux, ethniques et religieux est la norme.

Dans la poursuite de cet objectif, le gouvernement libéral mettra de l'avant *Un Canada pour tous : le Plan d'action du Canada contre la discrimination raciale*. Ce plan comporte des mesures pour :

- mieux intégrer les nouveaux Canadiens;
- éliminer les barrières raciales en milieu de travail;
- consulter les groupes ethniques sur le développement d'une politique publique;
- améliorer les habiletés des forces policières au service de ces diverses communautés; et
- perfectionner la collecte de données sur les crimes haineux.

Le respect de notre diversité inclut l'assurance du respect des droits humains fondamentaux de tous, y compris les gais et lesbiennes. À cette fin, nous avons référé notre position quant aux mariages entre conjoints du même sexe à la Cour Suprême. Avec ce renvoi, nous voulons obtenir l'assurance que notre position est en conformité avec la Charte des droits et libertés. Nous n'invoquerons pas la clause nonobstant pour régler cette question. Et nous n'obligerons pas non plus les groupes religieux à tenir des cérémonies de mariage qui pourraient contrevenir à leurs convictions religieuses.





CRÉER DES OPPORTUNITÉS POUR LES NOUVEAUX CANADIENS

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Bâtissant sur son héritage autochtone, le Canada est aussi une nation de nouveaux arrivants, avec des millions de gens qui choisissent de s'installer au pays. Le Canada a un engagement de longue date envers l'ouverture de ses portes aux réfugiés qui fuient l'oppression de partout dans le monde. Chaque personne, chaque famille et groupe qui s'établit au Canada contribue à la diversité d'une partie intégrante de notre force économique et culturelle. Et le Canada réagit en offrant aux nouveaux Canadiens les opportunités démocratiques, sociales et économiques inégalées.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

Le soutien à l'immigration est une composante fondamentale de l'ordre du jour du gouvernement libéral. Au cours des dernières années, le gouvernement a :

- Admis plus de 220 000 nouveaux immigrants chacune des trois dernières années, représentant l'un des niveaux d'immigration les plus élevés par personne dans le monde développé;
- Adopté la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* introduisant un grand nombre de mesures pour moderniser la politique d'immigration canadienne, incluant des outils pour faciliter l'entrée de personnes admissibles et pour attirer des travailleurs qualifiés, tout en rendant la tâche plus difficile aux personnes qui menacent la sécurité du pays et qui voudraient y entrer;
- Investi 30 millions \$ annuellement pour attirer des immigrants qualifiés et les aider à s'intégrer sur le marché du travail;
- Professionnalisé le processus de nominations des membres de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), resserré les critères de sélection pour les nominations, et rehaussé la révision parlementaire de ces nominations;
- Investi des fonds de 20 millions \$ par année afin d'aider les nouveaux arrivants à maîtriser les compétences linguistiques nécessaires des milieux de travail spécialisés au moyen d'une formation communautaire. Au cours des cinq prochaines années, cet argent servira à aider 20 000 nouveaux arrivants à entrer sur le marché du travail plus rapidement chaque année; et
- Fourni un soutien additionnel aux conseils sectoriels, qui aident à déterminer et reconnaître les accréditations des travailleurs de pays formés à l'étranger.



 Un gouvernement libéral entend:

- Accélérer le processus d'immigration pour que les décisions soient communiquées plus rapidement aux personnes désireuses de venir s'installer au Canada;
- Réduire considérablement le retard accumulé dans les demandes d'immigration en vue, éventuellement, de l'éliminer;
- Continuer à travailler avec les provinces et les territoires pour intégrer les immigrants à la société canadienne avec des structures portant sur la formation linguistique et la reconnaissance des accréditations de compétences. Dans ce contexte, nous appuierons un programme de formation de premier plan pour les professionnels de la santé formés à l'étranger en vue de fournir des médecins de première ligne hautement compétents partout au pays;
- Fournir une meilleure information aux immigrants avant leur arrivée de façon à ce qu'ils se fassent une meilleure idée des endroits où leurs compétences sont recherchées et comment leurs accréditations seront reconnues; et
- Continuer à réformer le processus de détermination du statut de réfugié.





FOURNIR UN ABRI : LE LOGEMENT SOCIAL ET ABORDABLE

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Se loger est un besoin primaire chez l'être humain. C'est la fondation sur laquelle sont bâties des collectivités en santé, sécuritaires et socialement inclusives. Un logement adéquat favorise aussi la stabilité dans tous les aspects de la vie, particulièrement en matière de performance scolaire et de travail. Il est aussi critique à l'installation réussie des nouveaux Canadiens et Canadiennes et assure des environnements de soutien pour les autochtones.

Un gouvernement libéral continuera à apporter son aide aux solutions de logement au Canada, en bâtissant sur notre contribution actuelle de 1 milliard \$ pour stimuler le logement locatif abordable; en finançant les services pour les sans-abri par l'entremise de l'Initiative de partenariats en action communautaire (IPAC); et en apportant son soutien pour conserver les logements en bon état pour les personnes à faible revenu par le biais du Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL). Ces initiatives, combinées à d'autres programmes de la Société canadienne d'hypothèques et de logements (SCHL) pour le logement assisté, totalisent 2 milliards \$ annuellement de financement fédéral pour le logement social et abordable.


LA POLITIQUE LIBÉRALE

Le gouvernement libéral, en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, a mis de l'avant des initiatives significatives pour donner un logement locatif aux personnes qui en ont le plus besoin à un coût abordable à long terme, incluant :

- Des efforts pour stimuler l'offre de logements. Des ententes ont été signées avec toutes les provinces et territoires sur une Initiative de logement abordable. L'investissement total de ces ententes sera de 2 milliards \$ ou plus, lorsque jumelées aux investissements faits par les provinces;
- L'Initiative nationale pour les sans-abri, un investissement de 665 millions \$, dont un élément clé est L'Initiative de partenariats en action communautaire (IPAC) qui fournit du capital de financement sur une base de partage des coûts afin que les groupes communautaires fournissent un support et des installations pour les sans-abri; et
- Des programmes de rénovations résidentielles, notamment par le biais du Programme d'aide à la remise en état des logements, du Programme de réparations d'urgence et du programme Logements adaptés : Aînés autonomes. Plus de 500 millions \$ investis dans ces programmes appuient la rénovation et le renouvellement du parc de logements abordables existant et aident les personnes à faible revenu à effectuer des réparations urgentes à leur logement.

La plupart des Canadiens et des Canadiennes ont la chance de vivre dans un logement qui répond à leurs besoins. Mais nombre de Canadiens n'ont pas accès à un abri adéquat ou finissent par consacrer plus de 30% de leurs revenus au paiement du loyer.



 Un gouvernement libéral est résolu à augmenter son aide pour le logement social et abordable et pour des initiatives visant à aider la situation des sans-abris. Au-delà des 2 milliards \$ en financement fédéral investis annuellement, nous allons consacrer jusqu'à 1,5 milliards \$ au cours des cinq prochaines années à :

- Améliorer et étendre les programmes fédéraux existants, incluant l'Initiative de partenariats en action communautaire (IPAC), le Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL), et les logements pour les autochtones sur les réserves et à l'extérieur de celles-ci ; et
- Appuyer des initiatives innovatrices développées en collaboration avec les provinces, les territoires, les municipalités et les différents intervenants qui pourraient comprendre la création d'une fondation spéciale qui servirait de levier pour la création de nouvelles unités de logement abordable et qui réunirait les différents paliers de gouvernement, le secteur privé et des groupes communautaires.





RESPECTER NOS OBLIGATIONS ENVERS LES AÎNÉS, LES PERSONNES HANDICAPÉES ET LES AIDANTS NATURELS

Nous voulons un Canada avec des assises sociales solides, où les gens sont traités avec respect, où ils sont épaulés au besoin, où personne n'est laissé pour compte.

Discours du Trône, 2 février 2004

Notre engagement envers les aînés, les personnes handicapées et les aidants naturels est au cœur de la philosophie libérale : nous croyons que notre société a une obligation envers les moins privilégiés d'entre nous, incluant ceux et celles rendus plus vulnérables par l'âge ou un handicap.

Les gouvernements libéraux ont travaillé d'arrache-pied pour améliorer la qualité de vie de nos Canadiens âgés et handicapés. Les Libéraux ont une longue tradition d'appui envers ces groupes : nous avons mis sur pied d'importants programmes pour les aînés, comme le Régime de pensions du Canada/Régie des rentes du Québec, le Programme de la sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti. Pour les personnes handicapées, le gouvernement fédéral a augmenté sa contribution de 193 à 223 millions \$ par année par l'entremise du programme d'Aide à l'employabilité des personnes handicapées et nous avons doublé l'allégement fiscal pour les personnes handicapées ou pour des frais médicaux supérieurs à la moyenne, qui est passé de 600 millions \$ à plus de 1,2 milliard \$ par année.

Plus d'un Canadien sur dix est affligé d'un handicap, soit 3,6 millions de personnes. Le gouvernement libéral croit en l'égalité des chances pour tous les Canadiens. Les Canadiens handicapés sont impatientes de participer pleinement à l'économie et à la société canadienne. Malheureusement, ils se heurtent à des difficultés lorsque vient le moment de se tailler une place dans un milieu de travail positif et de la conserver, ou d'assumer les coûts additionnels qu'entraîne leur handicap.

Aujourd'hui, les aînés Canadiens affichent le taux de pauvreté le plus bas de toute la société canadienne. En fait, l'incidence de faible revenu parmi les aînés est passé de près de 11% pour les personnes âgées de 65 ans et plus en 1973 à 7,3% en 2001, ce qui le place parmi les taux les plus bas dans le monde. Cette remontée du niveau de vie parmi les citoyens âgés s'est produite même si la taille de la cohorte des aînés s'est accrue au point de représenter le plus grand tournant démographique de l'histoire du pays. Il s'agit d'un changement appelé à se poursuivre selon Statistique Canada, avec ces Canadiens de 65 ans et plus qui représenteront 20 pour cent de la population en 2021, un bond de 13 % par rapport à 2001.

Néanmoins, une préoccupation persiste par rapport au niveau de vie du groupe d'aînés à faible revenu qui n'a pas gardé le rythme de la moyenne canadienne. Au même moment, le gouvernement libéral considère que les Canadiens handicapés sont une partie des obligations fondamentales du gouvernement.

L'HISTORIQUE LIBÉRAL SUR LES ENJEUX DES AÎNÉS

Le gouvernement libéral a posé des gestes concrets pour améliorer la qualité de vie des citoyens âgés du Canada. Nous avons :





- Travaillé avec les provinces pour restaurer le Fonds de pension du Canada/Régie des rentes du Québec sur une fondation financière réfléchie, nous assurant que ce programme crucial est maintenant viable pour les 75 prochaines années au moins, de sorte que les aînés savent qu'ils pourront compter sur leur fonds de pension lorsqu'ils en auront besoin;
- Introduit un nouveau crédit d'impôt dans le Budget de 2004 permettant aux soignants à domicile de réclamer jusqu'à 5 000 \$ au titre des dépenses en soins médicaux ou reliées à un handicap au nom d'un parent à charge;
- Mis sur pied le Groupe de travail sur la vie active et la dignité des personnes âgées pour étudier la programmation et les approches communautaires existantes, et
- Lancé le programme Nouveaux horizons : Partenaires des aînés, qui finance des projets communautaires qui permettent aux aînés de participer à des activités sociales, de poursuivre une vie active et de contribuer à leurs collectivités. Le Budget de 2004 a de nouveau financé ce programme avec 8 millions \$ pour cette année financière et 10 millions \$ annuellement à partir de 2005-2006. En se fondant sur les recommandations du récent groupe de travail, un gouvernement libéral considérera une augmentation substantielle du budget de financement de ce programme dans les années à venir.

Présidé par le député libéral fédéral, Tony Ianno, le Groupe de travail a remis son rapport au Premier ministre et ses recommandations sur les changements politiques requis pour améliorer la qualité de vie des aînés. Parmi celles-ci, une recommandation visant à augmenter le Supplément de revenu garanti.

Le Supplément de revenu garanti fournit une aide financière à près de 1,5 million de Canadiens âgés chaque mois pour totaliser 5,9 milliards \$ par année. Le SRG est ajusté aux trois mois pour refléter le taux d'inflation.

| Sécurité de la vieillesse | | | | |
|--|----------------------------|-----------------------------------|--|-------------------------------------|
| Type de bénéficiaires | Janvier à Mars 2004 | | Octobre 2003 | |
| | Taux maximum | Coupure – Niveau de revenu | Nombre de bénéficiaires (en milliers) | Somme payée (en millions \$) |
| Pension de la sécurité de la vieillesse | 462,47\$ | N/A | 4 024 | 1 777\$ |
| Supplément de revenu garanti | | | | |
| • Célibataire | 549,63\$ | 13 200\$ | 910 | 341\$ |
| Époux(se)/Conjoint(e) de fait: | | | | |
| • Non-Retraité | 549,63\$ | 31 968\$ | 76 | 28,5\$ |
| • Retraité | 358,01\$ | 17 232\$ | 417 | 94\$ |
| • Bénéficiaire d'une allocation | 358,01\$ | 31 968\$ | 62 | 18\$ |
| Total du Supplément de revenu garanti | N/A | N/A | 1 465 | 481,5\$ |



 Pour aider les aînés à faible revenu, un gouvernement libéral entend :

- Accroîtra le Supplément de revenu garanti (SRG). Le SRG sert de complément de revenu aux aînés à faible revenu. Le Groupe de travail sur les aînés a recommandé que les paiements de base du SRG soient augmentés pour refléter le fait que les paiements du SRG n'ont pas suivi la croissance du niveau de vie des Canadiens en général. Pour corriger cette situation, un gouvernement libéral mettra en oeuvre la recommandation du Groupe de travail d'augmenter jusqu'à 433 \$ par année les revenus des personnes seules bénéficiaires du SRG et jusqu'à 700 \$ les revenus des couples de personnes âgées où les deux conjoints reçoivent le SRG. Ces augmentations, qui représentent environ 7% de plus que le niveau actuel, seront déployées le plus rapidement possible. Elles s'ajoutent à l'indexation normale au coût de la vie dont fait l'objet le SRG à chaque trimestre. Les coûts sont estimés à 1,5 milliard \$ en cinq ans.
- Mettra sur pied un Secrétariat pour les aînés. Cet organisme permettra aux aînés d'unir et de canaliser leurs voix tout en assumant un rôle de coordination pangouvernemental à l'égard des politiques et des questions qui les touchent.

L'HISTORIQUE LIBÉRAL SUR LES ENJEUX DES PERSONNES HANDICAPÉES

Tout le temps où il a occupé le poste de ministre des Finances, Paul Martin a constamment mis en oeuvre de nouvelles mesures pour les personnes handicapées, incluant :

- La mise sur pied, avec les provinces et les territoires, du Cadre multilatéral pour les ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées. La contribution fédérale, dans le cadre du programme d'Aide à l'employabilité des personnes handicapées, est passée de 193 à 223 millions \$ par année;
- L'établissement du Fonds d'intégration pour les personnes handicapées. Créé en 1997, ce Fonds aide les personnes handicapées à se préparer pour, à trouver et à conserver un emploi;
- L'augmentation du crédit d'impôt pour les personnes handicapées. Le gouvernement fédéral a modifié le système de taxation pour aider les personnes handicapées à rencontrer leurs dépenses et à participer le plus possible à la vie canadienne en :
 - Doublant l'allégement fiscal pour les personnes handicapées ou pour des frais médicaux supérieurs à la moyenne, qui est passé de 600 millions \$ à plus de 1,2 milliard \$ par année;
 - Mettant de côté 80 millions \$ annuellement pour améliorer l'équité fiscale pour les personnes handicapées et leurs familles; et
 - Permettant aux aidants naturels de réclamer davantage du coût des soins de leurs dépendants. À partir de l'année financière 2004, les soignants à domicile peuvent réclamer jusqu'à 5 000 \$ de dépenses liées à l'administration de soins à un parent dépendant en raison de maladie ou d'un handicap.

UN PLAN POUR LES AÎNÉS ET LES PERSONNES HANDICAPÉES

Les aînés et les personnes handicapées partagent une même préoccupation en regard du logement, des soins à domicile et du soutien aux aidants naturels. Le plan libéral répond à tous ces besoins.

Un gouvernement libéral réduira les pressions financières exercées sur les aînés à faible revenu et sur les Canadiens handicapés et leurs aidants naturels. Nous travaillerons en vue de fournir un meilleur et plus d'accès aux soins de santé, incluant un programme de soins à domicile. Nous travaillerons également à apporter plus de choix d'habitation, tant pour les aînés que les personnes handicapées.





DONNER DES CHOIX D'HABITATION

Le choix d'habitation pour les aînés et les personnes handicapées s'étend de l'indépendance totale aux établissements de soins, et requiert une variété de systèmes de support qui répond à leurs besoins. Clairement, l'accent devrait être mis à fournir les meilleures opportunités possibles pour les aînés et les personnes handicapées pour conserver leur indépendance et continuer à vivre chez-eux. Cela veut dire tenir compte d'un grand nombre d'enjeux, incluant le soutien au revenu, le logement, et les soins à domicile – par des professionnels, des bénévoles ou des membres de la famille.

Un gouvernement libéral augmentera le financement du Programme d'aide à la remise en état des logements par le biais de la Société canadienne d'hypothèques qui – conjointement avec le programme Logements adaptés : Aînés autonomes – contribue à aider les aînés et les personnes handicapées à vivre de façon autonome dans leur propre maison ou en résidence adaptée.

DE MEILLEURS SOINS À DOMICILE

L'objectif d'un gouvernement libéral sera de s'assurer que les aînés et les personnes handicapées peuvent conserver un maximum d'autonomie en livrant les services nécessaires dans leurs foyers.

Le Plan libéral – Une solution pour une génération – s'est engagé envers un programme de soins à domicile. De plus en plus de Canadiens cherchent à écourter leur séjour à l'hôpital et recevoir des soins à domicile. Il est démontré que ce type de services est mieux pour les gens, et il enlève une certaine pression sur les ressources limitées des hôpitaux. Étendre les soins à domicile relève d'une gestion financière prudente. C'est aussi la bonne chose à faire – spécialement pour ceux et celles qui sont déterminés à rester le plus longtemps possible dans le confort de leur maison.

Présentement, il y a une véritable mosaïque de services de soins à domicile au pays. Les provinces et territoires fournissent un large éventail de niveaux de couverture et de services. Les Libéraux croient que le secteur des soins de santé à domicile doit être rendu à maturité et amené au centre du système de soins de santé financé par les fonds publics d'ici dix ans. Travaillant avec nos partenaires des provinces, un gouvernement libéral introduira un Programme national de soins à domicile, afin de fournir un panier de services minimum à travers le pays.

PROGRAMME DE SOINS À DOMICILE

Ce programme commencera par des services dans les domaines suivants:

- Des services de soins de santé pour les patients retournant à la maison après un séjour à l'hôpital, incluant la couverture des médicaments et les services de réadaptation;
- Les services à domicile de gestion de santé mentale et d'intervention; et
- Les services de soins palliatifs pour les personnes en fin de vie.

Le gouvernement fédéral créera un Fonds pour les soins à domicile – totalisant 2 milliards \$ en 5 ans - pour encourager les réformes nécessaires. Cet argent sera alloué sur une base par habitant aux provinces et territoires qui s'engagent à fournir un panier de services minimum de soins à domicile.





UN SYSTÈME DE SOINS DE SANTÉ SUR LEQUEL LES AÎNÉS PEUVENT COMPTER

Une solution pour une génération : Le plan de Paul Martin pour de meilleurs soins de santé indique les mesures qui seront prises pour réformer l'assurance-maladie et nous assurer qu'elle sera là lorsque tous les Canadiens en auront besoin. Le Plan inclut six initiatives qui assureront la qualité et la viabilité du système de santé :

- Une Stratégie nationale de réduction des temps d'attente, incluant le plan « Cinq en cinq », pour ramener les temps d'attente à des niveaux acceptables en cinq ans dans cinq domaines clés : le traitement du cancer, les soins pour le cœur, l'imagerie diagnostique, le remplacement des articulations et la restauration de la vue;
- Une réforme des soins de première ligne pour s'assurer que tous les Canadiens ont accès à un fournisseur de soins de santé approprié 24 heures par jour, 7 jours par semaine;
- Un programme de soins à domicile;
- Une stratégie du médicament par ordonnance;
- La mise en application de la Loi canadienne sur la santé; et
- Un financement stable, prévisible et à long terme du système de soins de santé.

RECONNAÎTRE LE RÔLE GRANDISSANT DES AIDANTS NATURELS

Avec de plus en plus de Canadiens traités à la maison plutôt que dans des centres de soins, le fardeau sur les soignants informels a grandi de manière importante. Notre système de santé ne peut tout simplement pas fonctionner sans les milliers de parents, d'êtres chers, de familles et d'amis qui fournissent un soutien direct à la maison. Rapport final, Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada, 28 novembre 2002

Nous devons reconnaître de façon appropriée la contribution des aidants naturels. Par exemple, plus de 170 000 personnes âgées souffrant de la maladie d'Alzheimer reçoivent des soins à la maison par les membres de leur famille et leurs amis.

De quoi les aidants naturels ont-ils besoin? Ils ont besoin de repos, de pauses temporaires loin de l'épuisement émotionnel et physique qu'entraîne une responsabilité permanente. Ils ont besoin d'information et de formation pour bien répondre aux besoins de la personne qui reçoit leurs soins. Ils ont besoin d'appui et de conseils.

Plus devrait être fait pour aider les soignants par le biais du système fiscal, mais il y a des limites. Les règles d'admissibilité sont souvent complexes et les soignants peuvent ne pas avoir de revenus imposables suffisants pour tirer avantage des crédits offerts.

Une approche plus étendue est nécessaire. À la lumière de la situation identifiée dans le rapport Romanow, les gouvernements fédéral et provinciaux partagent des objectifs communs dans le soutien aux aidants naturels. Un gouvernement libéral travaillera avec les provinces et les territoires pour développer une stratégie cohérente visant à accroître l'appui aux aidants « informels » tels que les époux, les enfants et les proches parents.





Un gouvernement libéral entend:

- Engager un nouvel investissement de 1 milliard \$ au cours des cinq prochaines années pour appuyer les aidants naturels des personnes âgées et des personnes handicapées. Le gouvernement fédéral travaillera avec les provinces et territoires pour développer des mécanismes efficaces de livraison de cet appui à travers le pays.
- Au même moment, un gouvernement libéral fédéral est résolu à améliorer l'équité fiscale pour les personnes handicapées et ceux et celles qui prennent soin d'elles. Ces dernières années, un certain nombre de mesures fiscales ont été bonifiées pour reconnaître les personnes handicapées et ceux et celles qui en prennent soin lorsqu'ils font face à des coûts supplémentaires non discrétionnaires.

Un gouvernement libéral entend:

- Doubler à 10 000 \$ le montant qu'un aidant naturel peut réclamer au titre des dépenses reliées à une maladie ou un handicap.





DES RUES ET DES COLLECTIVITÉS SÉCURITAIRES

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Au cours de la dernière décennie, le taux de criminalité a constamment chuté, mais chaque nouveau crime est un crime de trop. Nous croyons en des quartiers sécuritaires. Toutefois, ces derniers requièrent un maintien de l'ordre efficace, une concentration des efforts sur les crimes violents et la réhabilitation de ceux qui ont commis ces crimes. Améliorer la sécurité des collectivités signifie également que nous devons retirer les armes des rues. Et traiter de la question de la criminalité veut aussi dire traiter des circonstances qui la causent – comme la pauvreté, l'inégalité et la violence familiale.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

Le gouvernement libéral a posé des gestes concrets pour rendre nos quartiers plus sécuritaires et nos collectivités énergiques. Nous avons :

- Créé la *Stratégie nationale pour la prévention du crime* pour appuyer les approches communautaires de prévention du crime par le biais du développement social - les conditions de vie des plus vulnérables de notre société. La stratégie a appuyé plus de 4 000 projets dans 800 collectivités;
- Introduit de nouvelles mesures pour protéger nos enfants :
 - Adopté une législation en vue de mettre sur pied un *Registre national des contrevenants sexuels*;
 - Renforcé les lois sur la prostitution juvénile et le tourisme sexuel; et
 - Adopté une législation criminalisant ceux qui attirent les enfants par la duperie sur Internet et resserré les mesures contre la pornographie infantile.
- Lancé une *Stratégie sur les stupéfiants* renouvelée, et financé des tribunaux de traitements en toxicomanie;
 - Introduit de nouvelles mesures pour contrer la conduite en état d'ébriété causée par l'alcool et les stupéfiants, incluant l'augmentation de la peine maximum pour conduite en état d'ébriété de 14 ans à l'emprisonnement à vie.
- Adopté la nouvelle *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et lancé l'initiative de *Renouvellement de la justice pour les jeunes*, pour tout d'abord, bâtir un système de justice juste et efficace pour les jeunes. Ensuite pour réhabiliter ceux et celles qui ont commis une infraction et pour assurer qu'ils font l'objet de conséquences significatives. Finalement, pour prévenir chez les jeunes, la commission d'infractions
- Adopté une législation sur les armes à feu et développer un nouveau programme de contrôle rigoureux des armes à feu pour améliorer la sécurité publique et aider les forces de l'ordre à répondre aux crimes à main armée;
- Mis sur pied l'*Équipe nationale de soutien à l'application de la Loi sur les armes (ENSALA)* au sein de la GRC pour assister les policiers à travers le pays dans leurs enquêtes sur les crimes perpétrés avec une arme à feu;
- Adopté des peines plus sévères pour les crimes à main armée, incluant une peine minimale de quatre ans pour l'utilisation d'une arme à feu lors de la commission de certains types de crimes sérieux (tels que vol à main armée ou viol) et,





- Introduit de nouvelles mesures plus musclées pour combattre le crime organisé, le blanchiment d'argent et les activités de gangstérisme.

Poursuivant ses efforts, un gouvernement libéral entend :

- Travailler avec les municipalités, les corps policiers, les provinces et les territoires pour développer des approches aux tendances spécifiques des crimes auxquels font face nos collectivités, comme les crimes haineux, le crime organisé et les crimes à main armée;
- Combattre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet en fournissant des ressources accrues à la GRC, en mettant sur pied une ligne nationale de dénonciation sur Internet et en augmentant la sensibilisation du public;
- Créer une nouvelle infraction spécifique au Code criminel pour mieux cerner et contrer le trafic d'êtres humains;
- Contrôler les coûts du programme de Registre des armes à feu en plafonnant à 25 millions \$ par année les coûts pour l'application du programme;
- Réduire les conditions d'accréditation pour les propriétaires d'armes à feu ainsi que les irritants identifiés par les propriétaires et les commerces d'armes à feu et éliminer les frais d'enregistrement et de transfert des armes à feu;
- Mettre en œuvre des peines plus sévères pour les crimes à main armée et le trafic d'armes à feu, et un fournir un appui accru à la mise en application des lois à travers le pays;



LES SECTEURS DU BÉNÉVOLAT ET DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Les secteurs du bénévolat et de l'économie sociale reflètent les valeurs libérales fondamentales. Celles-ci comprennent l'égalité des chances, l'inclusion des personnes désavantagées et la participation de la base communautaire.

Le gouvernement libéral reconnaît clairement la contribution du secteur bénévole à la qualité de vie du Canada et son impact sur les Canadiens et les Canadiennes. Ce secteur emploie plus de 1,3 million de personnes réparties dans 180 000 organismes qui regroupent 6,5 millions de bénévoles.

Complémentant le secteur du bénévolat se trouve l'économie sociale qui inclut le développement économique, les coopératives de travailleurs et de consommateurs, les organismes communautaires et de société civile, et le développement communautaire autochtone.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

Le gouvernement libéral a fortement soutenu les secteurs du bénévolat et de l'économie sociale par un grand nombre d'initiatives. Nous avons :


- Investi 47 millions \$ dans des projets pilotes de développement économique communautaire;
- Lancé, en collaboration avec le secteur du bénévolat, l'Initiative du secteur bénévole et communautaire, dotée d'une enveloppe budgétaire de 95 millions \$ pour augmenter la capacité de servir les Canadiens; et
- Investi 12 millions \$ par année dans la Table conjointe sur le cadre réglementaire (TCCR) pour augmenter la confiance de la population dans le travail des organismes de bienfaisance, soutenir l'intégrité des règles fiscales qui gouvernent ces organismes et assurer la juste application de la loi et de la transparence dans le processus réglementaire de prise de décisions;

Le gouvernement libéral reconnaît que le secteur dynamique du bénévolat doit faire face à des défis considérables, tels la diminution du nombre de bénévoles ainsi que le vieillissement de ces derniers.

Le gouvernement libéral est déterminé à aider le secteur du bénévolat et nous entendons :

- Augmenter le financement de l'Initiative du secteur bénévole et communautaire de 6 millions \$ au cours des deux prochaines années. Cela augmentera la capacité des bénévoles de collaborer et d'innover, de même que cela donnera une voix plus forte aux organismes philanthropiques et de bienfaisance dans les dialogues de politiques publiques; et
- Créer une nouvelle *Loi sur les organismes sans but lucratif*, qui, par exemple, réduira la responsabilité financière; clarifiera les rôles et les responsabilités des directeurs et administrateurs; et rehaussera et protégera les droits des membres.



 Un gouvernement libéral a entrepris de fournir un soutien important à l'économie sociale, bâtissant sur les mesures du Budget de 2004. Nous entendons :

- Fournir 100 millions \$ sur une période de cinq ans pour aider au financement des entreprises de l'économie sociale, incluant des investissements dans quatre « capitaux patients » régionaux, et augmenter l'octroi de prêts aux entreprises de l'économie sociale;
- Ouvrir l'accès au secteur de l'économie sociale au large éventail de services du gouvernement fédéral qui sont présentement offerts aux petites entreprises, incluant les programmes de financement;
- Fournir 17 millions \$ dans un programme pilote en appui à la planification stratégique et la capacité de bâtir des organismes de développement économique communautaires; et
- Fournir 3 millions \$ au programme Alliances de recherche universités-communautés (ARUC) pour appuyer la recherche communautaire dans le domaine de l'économie sociale.





BÂTIR UNE ÉCONOMIE DU 21^{ÈME} SIÈCLE POUR LE CANADA

Depuis ces dernières années, l'économie canadienne a affiché une performance exceptionnelle. La création d'emplois a été rapide. La productivité s'est améliorée de façon constante, augmentant ainsi la compétitivité des entreprises. Le surplus commercial est resté sain, et ce, même si la valeur du dollar canadien a augmenté substantiellement. Les bas taux d'intérêt ont encouragé les investissements et ont rendu l'acquisition de maisons et autres gros articles, plus abordables pour les Canadiens.

Il y a de cela une décennie, lorsque le gouvernement libéral a pris le pouvoir avec Jean Chrétien à titre de premier ministre, le portrait économique était bien différent. Le déficit fédéral annuel avait gonflé pour atteindre plus de 40 milliards \$. L'économie canadienne était de plus en plus entravée par une dette publique croissante.

Dès 1995, le gouvernement a dévoilé une série de mesures fiscales transformatrices qui ont réussi à extraire le Canada du gouffre fiscal dans lequel il s'enlisait et à inaugurer une nouvelle ère de stabilité fiscale. Alors que tous les autres pays du G-7 sont retournés aux déficits, le Canada reste prudent et dépense selon ses moyens. Ce redressement fiscal historique, combiné aux autres politiques économiques libérales de la dernière décennie, a joué un rôle clé dans la relance économique du Canada.

Ce sont des gains chèrement acquis que le gouvernement ne gaspillera jamais ni ne prendra pour acquis. Notre engagement de garder le Canada sur une voie fiscale prudente est au cœur de nos politiques économiques. C'est pourquoi, un gouvernement libéral en fera plus en :

- Continuant à équilibrer le budget tout en maintenant un Fonds de réserve de 3 milliards \$. Le fonds de réserve - s'il n'est pas utilisé pour pourvoir à des imprévus – sera utilisé pour réduire la dette;
- Réduisant le ratio de la dette au PIB du gouvernement fédéral à 25% au cours de la prochaine décennie. Cela assurera à nos enfants qu'ils n'auront pas à supporter le fardeau d'une dette publique;
- Investissant dans les moteurs fondamentaux d'indicateur de performance – comme les compétences, la recherche et ses applications commerciales, les infrastructures publiques et des impôts concurrentiels.

L'économie canadienne du 21^e siècle carburera aux bonnes idées. Les emplois et la prospérité viendront de la transformation de ces idées en biens et services qui seront appréciés non seulement au Canada, mais partout dans le monde. La stratégie économique d'un gouvernement libéral se concentrera sur ce qui peut générer de nouvelles idées et leur application innovatrice.

Au cours de la dernière décennie, le gouvernement libéral a reconstruit les fondations de la capacité d'innovation canadienne en investissant 13 milliards \$ pour élever les capacités de recherche dans les universités et les hôpitaux du pays au sommet des meilleures performances internationales. En voici des exemples probants :

- Une augmentation de 90% pour le financement des Conseils subventionnaires à la recherche depuis 1997-98; des investissements annuels pour les Instituts de recherche en





santé (615 millions \$); pour le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (615 millions \$); et pour le Conseil de recherche en sciences humaines (180 millions \$) pour un grand total de 1,4 milliards \$. Le Canada est le leader des pays du G-7 en recherches financées par des fonds publics en % de son PIB;

- La Création de la Fondation canadienne de l'innovation avec un financement de 3,15 milliards \$ pour renforcer la capacité des collèges, universités et hôpitaux universitaires dans le développement de recherche et technologie de calibre mondial;
- La création des Chaires de recherche du Canada pour accroître la capacité des universités d'attirer et de conserver des chercheurs de calibre mondial – avec un investissement projeté de 1,2 milliards \$ jusqu'à 2005-06;
- La mise sur pied de Génome Canada et investi 400 millions \$ pour entreprendre des projets de recherche de grande envergure en génomique et en protéomique;
- La mise sur pied de la fondation Technologies de développement durable du Canada (TDDC) avec un budget de 550 millions \$ pour investir dans le développement et la commercialisation de technologies de développement durable; et
- Un investissement de 2,4 milliards \$ dans Partenariat Technologique Canada, chaque dollar ayant servi de levier pour des investissements substantiels du secteur privé.


Maintenant, nous devons faire plus pour convertir nos investissements dans le savoir en succès commercial. Pour nous assurer que les Canadiens et les Canadiennes sont au rang des leaders mondiaux en innovation basée sur le savoir, le gouvernement libéral complétera des investissements continus à générer le savoir avec une emphase accrue sur la commercialisation – comme par exemple :

- Un appui renouvelé au capital de risque, particulièrement pour les compagnies en démarrage;
- Un investissement de 1 milliard \$ pour le développement de technologies environnementales prélevé à même les profits de la vente proposée de notre participation dans Petro-Canada; et
- Le développement d'un réseau national de Centres de commercialisation du Conseil national de recherche.

Aucune industrie de nos jours ne peut se permettre d'être en retard par rapport aux technologies de pointe et à l'innovation. En fait, plusieurs industries traditionnelles canadiennes, dans le secteur des ressources comme dans le secteur manufacturier, sont tout aussi sophistiquées du point de vue technologique que les secteurs que nous considérons relever de la haute technologie.

C'est pourquoi la stratégie libérale vise à promouvoir le développement économique des régions du Canada en mettant l'accent sur les fondements de la nouvelle économie - l'amélioration des compétences; l'appui à la recherche et au développement; l'édification des capacités de recherche dans les universités régionales; et des infrastructures modernes (telles les communications à large bande); tout ceci complétement par une infrastructure de transport concurrentielle dans l'aviation, le transport maritime, le transport ferroviaire et les autoroutes. C'est là l'approche reflétée dans le plan de développement détaillé de la région de l'Atlantique, intitulé Une montée en puissance, préparé par les députés libéraux du Canada Atlantique. Ce plan élabore une approche qui pourra être utilisée pour le développement régional afin de partager la prospérité à travers le pays.





Les industries minières et forestières du Canada sont des piliers de l'économie nationale. Elles sont devenues des modèles pour l'application de nouvelles technologies de pointe en vue de créer des produits à valeur ajoutée. Ces technologies sophistiquées ont également permis aux entreprises des secteurs miniers et de foresterie de couper leurs coûts constamment, permettant ainsi au Canada de conserver sa position de chef de file au titre des exportations. En demeurant à la fine pointe de la technologie et de l'innovation, avec l'aide de politiques économiques gouvernementales judicieuses, nos industries minières et forestières continueront à assurer des emplois et assurer la prospérité dans plusieurs régions du Canada.

Le secteur manufacturier est de toute première importance pour l'économie canadienne comptant pour une part plus importante du PIB que tout autre secteur économique. Aujourd'hui, 500 000 Canadiens et Canadiennes de plus travaillent dans le secteur manufacturier qu'il y a 10 ans. Ce résultat est surtout attribuable au succès du secteur manufacturier à relever les défis d'une économie mondiale dynamique et concurrentielle. Les politiques fiscales et économiques réfléchies du gouvernement libéral – et plus récemment notre initiative « Frontière intelligente » avec les États-Unis - ont aussi eu un rôle à jouer dans l'établissement des bonnes conditions pour un secteur manufacturier en santé.

L'industrie automobile est le plus large segment du secteur manufacturier du Canada comptant pour 12 % du PIB manufacturier et 23 % des échanges de marchandises. Elle emploie plus de 150 000 personnes. Un gouvernement Libéral s'assurera que l'industrie automobile demeure un partenaire de premier plan dans la croissance économique du Canada. À cette fin, nous préparerons un nouveau Cadre stratégique national du secteur automobile, en consultation avec l'industrie, la main-d'œuvre et les députés. Ce Cadre inclura une révision des programmes existants (dont les crédits d'impôt en R&D) afin de nous assurer de leur accessibilité pour l'industrie automobile. Il traitera aussi des enjeux auxquels doit faire face l'industrie et qui sont reliés aux changements climatiques, aux infrastructures, au développement des compétences, à la réglementation, et la recherche et l'innovation.

Le secteur de l'aéronautique est aussi un pilier de l'industrie manufacturière canadienne. Le Canada se classe en troisième place en importance sur la scène mondiale pour son industrie aéronautique, qui emploie 80 000 personnes dans 400 entreprises différentes établies partout à travers le Canada. L'industrie a été particulièrement affectée par les attaques terroristes du 11 septembre 2001. Étant donné son rôle stratégique dans plusieurs régions du Canada, et particulièrement son importance cruciale pour l'économie du Grand Montréal, le gouvernement libéral est déterminé à soutenir son développement et sa croissance future. Nous maintiendrons donc le programme Partenariat Technologique Canada qui a permis de soutenir de nombreux projets innovateurs en aéronautique.

L'accent mis sur ces secteurs prioritaires n'enlève en rien la responsabilité du gouvernement de répondre aux autres défis auxquelles font face d'autres politiques économiques. Nos plans envers ces autres enjeux suivent.



LE POINT SUR LA FILIÈRE AUTOMOBILE

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

La filière automobile est la plus importante du secteur industriel au Canada. Elle intervient pour 12 % dans notre PIB industriel et pour 23 % dans le commerce des marchandises. Cette filière emploie plus de 150 000 personnes, et en 2003, elle a créé plus de 4 500 emplois.

Le gouvernement libéral a pris les grands moyens pour donner au Canada encore plus d'avance et en faire un milieu compétitif où la filière automobile peut continuer de croître, de créer des emplois stables et de donner une sécurité économique.

Le bilan de la filière automobile est impressionnant. Sa croissance a atteint 7,9 % : c'est plus du double de la moyenne nationale. En outre, les acteurs de l'industrie ont investi au Canada plus de 4,1 milliards de dollars dans des agrandissements et des modernisations d'usines, ainsi que dans la fabrication de nouvelles gammes de véhicules.

Le Canada a établi la référence nord-américaine pour ce qui est de la productivité des chaînes de montage, dans la filière automobile. La production de véhicules automobiles au Canada s'est accrue ces dix dernières années, alors que durant la même période, l'inverse s'est produit aux États-Unis.

L'ORIENTATION LIBÉRALE

Le gouvernement libéral a compris l'importance de la filière automobile au Canada, comme en témoignent les grandes initiatives qu'il a prises. Citons entre autres :

- Un effort de 150 millions de dollars en faveur du poste frontière de Windsor, afin que les véhicules et équipements automobiles puissent transiter sans encombre d'un pays à l'autre.
- La création d'un Conseil du Partenariat du secteur canadien de l'automobile, formé de cadres supérieurs de la filière (chefs d'usine de montage, équipementiers, distributeurs et concessionnaires), de représentants syndicaux et d'universitaires. Ce Conseil a pour mission de définir les mesures à prendre pour dynamiser la filière automobile canadienne, dans l'immédiat et à long terme.
- La création d'AUTO21, un réseau de centres d'excellence auquel sont associés plus de trente universités et collèges canadiens qui mènent des projets de recherche visant à inventer la voiture du XXI^e siècle.
- Un soutien en faveur d'une nouvelle initiative dont le but est de cerner les problèmes liés aux ressources humaines dans la filière, et d'y remédier.
- La mise en œuvre du programme d'expéditions rapides et sécuritaires (programme EXPRES), qui permet le dédouanement pré-autorisé des biens à la frontière.
- Des efforts financiers en faveur d'initiatives de recherche-développement stratégiques et de la mise au point d'automobiles de la nouvelle génération, par le canal de Partenariat technologique Canada.
- Enfin, des efforts financiers en faveur des sciences et technologies de pointe, efforts qui soutiendront les travaux innovateurs portant sur les véhicules fûtés hybrides, économes en carburant, de la nouvelle génération, ainsi que sur les carburants renouvelables.





- Un gouvernement libéral entend veiller à ce que la filière automobile continue à favoriser la croissance économique nationale. À cette fin, nous définirons un nouveau cadre stratégique national de l'automobile, en concertation avec la filière, les syndicats et les députés fédéraux, pour assurer la vitalité de cette industrie essentielle au XXI^e siècle.
- Ce cadre va prévoir une révision des mesures gouvernementales actuelles (notamment les crédits d'impôt pour la recherche-développement), révision qui aura pour but d'assurer l'accès de la filière automobile à ces mesures. Le cadre stratégique visera également les difficultés que la filière doit surmonter au chapitre des modifications climatiques, des infrastructures, du perfectionnement, de la réglementation, de la recherche et de l'innovation.



COMPÉTENCES ET APPRENTISSAGE CONTINU

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Pour relever les défis de la nouvelle économie, les travailleurs canadiens doivent avoir la possibilité de souscrire à l'apprentissage continu – pour améliorer leurs connaissances, acquérir des compétences, et apprendre en milieu de travail.

Une main-d'œuvre formée pour relever les défis de l'économie du 21^e siècle veut dire donner les outils aux Canadiens et aux Canadiennes pour trouver et conserver de bons emplois, de qualité et bien rémunérés, pendant qu'une main-d'œuvre qualifiée contribue à stimuler l'innovation et améliore la compétitivité du Canada dans l'économie mondiale. Tous les paliers de gouvernement, les employeurs et les syndicats doivent développer une approche cohérente et intégrée en vue d'améliorer les compétences des Canadiens, en mettant l'accent sur l'employabilité à long terme. Nous devons aussi mettre un plus gros accent sur les compétences nécessaires pour exercer certains métiers et les opportunités pour nos jeunes d'occuper ces emplois.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

Le gouvernement libéral a accompli des gestes importants dans son effort pour favoriser une main-d'œuvre plus compétente, dont :

- La mise en oeuvre des Ententes sur le développement du marché du travail (EDMT) avec la plupart des provinces et territoires pour aider les sans emploi à retourner sur le marché du travail. Ce programme fédéral de développement de marché reçoit un financement à la hauteur de 2,7 milliards \$ annuellement pour appuyer la formation et l'expérience en milieu de travail à plus de 600 000 Canadiens sans emploi;
- 50 millions \$ par année en soutien direct (augmentant à 60 millions \$ en 2006-2007) à 29 conseils sectoriels. Ce sont des partenariats industriels qui réunissent les employeurs, les syndicats, les travailleurs et les enseignants pour évaluer les modèles d'employabilité de l'avenir, les compétences requises et les pratiques de formation, et pour développer des indicateurs qui aideront les employés et les employeurs à s'entendre et à s'adapter aux besoins changeants de chaque secteur;
- 30 millions \$ par année pour favoriser l'intégration sur le marché du travail des personnes handicapées; et
- Des initiatives stratégiques comme la Stratégie d'emplois pour les jeunes (SEJ); la Stratégie de développement des ressources humaines autochtones; et des programmes pour les aider les immigrants à acquérir la connaissance de la langue et une reconnaissance de leurs compétences.

Bien que ces initiatives constituent des pas importants pour acquérir une main-d'œuvre plus qualifiée et une culture d'apprentissage continu, les Libéraux savent que le Canada fait face à un déficit de compétences grandissant. Ce problème doit être reconnu et résolu.

Le déficit de compétences se fait sentir de plus en plus dans certains secteurs et régions clés. Un effort de développement des compétences mieux intégré et mieux coordonné, qui interpelle tous les partenaires, doit être mis de l'avant. À ce chapitre, un gouvernement libéral entend :





- Développer une *Nouvelle stratégie de compétences en milieu de travail*, en collaboration avec les provinces, les syndicats, les employeurs, les établissements d'enseignement et les conseils sectoriels. L'objectif de cette stratégie sera de mieux comprendre les exigences des travailleurs et des employeurs et d'identifier comment chacun d'entre eux peut jouer son rôle pour répondre aux besoins changeants du marché du travail. Ces aperçus permettront de mettre à jour les EDMT avec les provinces et les territoires;
- Investir 15 millions \$ dans la création d'un *Fonds d'infrastructure de centres de formation*, qui comblera les besoins croissants des centres de formation syndicaux afin de remplacer les équipements et simulateurs vieillissants qui ne sont pas conformes aux normes industrielles actuelles. Le Fonds mettra l'accent sur les métiers qui ont connu des changements technologiques significatifs; et
- Développer un plan, en collaboration avec les provinces et les territoires, les organismes réglementaires et les employeurs, pour améliorer la reconnaissance des compétences acquises à l'étranger, en commençant par les postes où le Canada manque de travailleurs spécialisés, comme les ingénieurs, les médecins, les infirmières et infirmiers et les enseignantes et enseignants. En particulier, nous investirons 75 millions \$ pour fournir une formation complémentaire à 1,000 professionnels de la santé qui ont reçu leur formation à l'étranger.





SE CONCENTRER SUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Les PME sont le moteur de l'économie canadienne. Les PME comptent pour la vaste majorité des entreprises individuelles et pour plus de la moitié des emplois de l'ensemble du secteur privé. Elles sont un véritable incubateur d'entrepreneuriat, d'innovation et de richesse.

Au fil des ans, le gouvernement libéral a soutenu son engagement indéfectible envers les PME. Nous les avons placées au centre de nos politiques économiques en créant le bon environnement économique dont elles ont besoin pour prospérer. D'avoir mis l'accent sur les PME a rapporté des dividendes. Des études indépendantes importantes, comme celles de l'Economist Intelligence Unit (EI), et la Competitive Alternatives Study de KPMG indiquent que le Canada est actuellement le pays du G-7 où il coûte le moins cher de faire des affaires et prédisent qu'il restera le moins cher pour au moins les sept prochaines années.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

Le gouvernement libéral a mis en place un certain nombre d'initiatives pour s'assurer que les PME canadiennes sont florissantes. Nous avons, entre autres :

- Accélééré la mise en place du nouveau seuil de 300 000 \$ pour les dépenses déductibles des petites entreprises se qualifiant pour la taxe d'affaires de 12%;
- Dès cette année, retiré la taxe sur le capital pour les petites entreprises;
- Augmenté les taux de déduction pour amortissement pour les équipements informatiques de 30% à 45%, de même que de 20% à 30% pour la large bande, Internet et autres équipements d'infrastructures de réseau;
- Amélioré l'accès aux crédits d'impôts remboursables pour la recherche et le développement;
- Bonifié le *Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI)* en investissant plus de 150 millions \$ par année pour aider les PME à développer, utiliser et commercialiser de nouveaux procédés et de nouvelles technologies innovatrices. Grâce à son vaste réseau national, dont ses 265 *Conseillers en technologie industrielle* dans 90 collectivités, PARI a apporté une expertise étendue et rejoint plus de 12 000 PME;
- Consenté plus de 270 millions \$ pour aider les PME autochtones par le biais de *Portail des Autochtones du Canada*. Cet investissement a servi de levier pour susciter du financement additionnel du secteur privé dans quelque 8 300 projets; et
- Créé *Exportsource.ca*, une ressource innovatrice et complète en ligne qui fournit un guichet unique pour les informations qui ont trait à l'exportation – un outil inestimable pour les PME.

Les Libéraux voient les PME comme des moteurs clés de la croissance et de la création d'emplois dans l'avenir. Beaucoup de l'étincelle innovatrice de l'économie provient des entrepreneurs de PME. Allant de l'avant, nous entendons :





- Investir 270 milliards \$ en capital de risque par le biais de la division de capital de risque de la Banque de développement du Canada (BDC), en mettant un accès particulier au financement à capital de risque au démarrage;
- Améliorer les centres d'affaires pour procurer aux femmes entrepreneurs les outils et les ressources financières pour mettre sur pied, opérer et faire grandir leurs propres entreprises; et
- Travailler avec les groupes de PME pour déterminer des façons pratiques de réduire la lourdeur administrative qui pèse sur les PME et développer des indicateurs de mesure du fardeau afin que nous puissions tenir compte des progrès. Nous agirons également sur les recommandations du Comité consultatif sur la réglementation intelligente pour améliorer l'ensemble de l'environnement réglementaire.





ASSURER L'AVENIR ÉNERGÉTIQUE DU CANADA

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Les Libéraux reconnaissent l'importance des industries énergétiques du Canada qui sont un moteur clé du développement économique et communautaire. Que ce soit des mines d'uranium de la Saskatchewan aux installations hydroélectriques de la Colombie-Britannique, du Québec et du Manitoba. Ou encore, du raffinage et de l'industrie pétrochimique de l'Alberta et de l'Ontario jusqu'au pétrole et au gaz naturel dans l'Ouest, le Nord et le Canada Atlantique. Ou finalement, le secteur en croissance de l'énergie renouvelable à travers le pays, nous aurons, afin de relever ces défis, à mettre en place des cadres de politiques énergétiques fédéraux-provinciaux pour capitaliser sur nos ressources abondantes de manière efficace et durable.

À cause de son climat rude et son vaste territoire, le Canada est un pays à forte consommation énergétique. Par conséquent, les Canadiens s'attendent à ce que notre approvisionnement en énergie soit sûr, fiable et abordable. Les Canadiens veulent également que notre pays soit un chef de file mondial en énergie propre et en efficacité énergétique. Ils veulent pouvoir profiter des retombées économiques du développement responsable de cette richesse énergétique et que le Canada soit préparé à faire face aux défis et aux opportunités énergétiques de demain. Le Canada a également besoin d'une politique énergétique qui tienne compte des défis posés par les changements climatiques à long terme.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

Au cours de la dernière décennie, le gouvernement libéral a travaillé pour développer des ressources d'énergie alternatives et améliorer l'efficacité énergétique. Notre gouvernement a travaillé dans le but d'assurer l'approvisionnement fiable et abordable dont les Canadiens ont besoin, maintenant et à l'avenir. Nous avons :

- Mis en oeuvre un cadre pour le développement responsable des sables bitumineux, dont a découlé un investissement anticipé de plus de 70 milliards \$ de 2001 à 2012;
- Développé un cadre coopératif pour le développement des zones au large des côtes du Canada Atlantique, ce qui a mené à une croissance économique musclée de la région;
- Reconnu l'importance du développement de nouvelles sources d'approvisionnement en gaz naturel, comme celles du Delta MacKenzie, et restructuré les programmes et les processus gouvernementaux afin de s'assurer que les résidents du nord et les Canadiens autochtones puissent participer et bénéficier de ces développements;
- Investi fortement à l'appui d'une panoplie de nouvelles sources énergétiques non polluantes et renouvelables – comme par exemple :
 - Établi le programme Encouragement à la production d'énergie éolienne (EPÉÉ);
 - Prévu 550 millions \$ de financement pour la fondation des Technologies du développement durable Canada (TDDC);





- Prévu 210 millions \$ pour poursuivre le leadership du Canada dans le développement de l'énergie à l'hydrogène, incluant un appui au développement de la technologie des piles à combustible pour les véhicules et pour générer l'énergie stationnaire, domaine où le Canada est un leader mondial;
- Retiré les taxes fédérales à la pompe sur l'éthanol et encouragé la commercialisation de nouvelles technologies à l'éthanol;
- Établi des programmes d'essais pour l'énergie solaire, géothermique et autres technologies; et
- Établi des programmes pour aider les propriétaires de maisons et d'édifices, les chauffeurs et l'industrie à réduire leurs coûts énergétiques.

Un gouvernement libéral travaillera avec les intervenants du secteur de l'énergie pour faire progresser le développement responsable de sources énergétiques sécuritaires. Nous poserons des gestes en vue d'améliorer l'efficacité énergétique au Canada, de même que nous apporterons notre aide au développement de sources d'énergie alternatives.

Par exemple, en anticipation de la vente de la participation du Canada dans Petro-Canada annoncée dans le budget de mars dernier, le gouvernement augmentera de 1 milliard \$, ses investissements à l'appui de nouvelles technologies environnementales, dont plusieurs bénéficieront au secteur énergétique – comme le charbon propre, et la capture du CO2.

La priorité d'un gouvernement libéral est de faire du Canada un leader mondial dans l'utilisation de l'énergie éolienne, qui est maintenant vu comme la source incontournable de l'énergie propre et renouvelable. Nous proposons un plan en trois volets :

- *Favoriser l'investissement* - Un gouvernement libéral quadruplera les objectifs du programme existant Encouragement à la production d'énergie éolienne (EPÉÉ) pour la faire passer des 1 000 Mégawatts actuels à 4 000 MW;
- *Développer le marché* – Un gouvernement libéral fera la promotion des avantages et du rapport coût/efficacité de l'énergie éolienne pour accroître la demande de consommation au moyen d'un programme d'information et d'un appui aux objectifs établis; et
- *Promouvoir la recherche et le développement* - Un gouvernement libéral augmentera son appui à la recherche et développement sur l'énergie propre, de façon générale, et particulièrement sur l'énergie éolienne. Nous allons créer l'Atlas national éolien du Canada une source de données essentielles pour déterminer les meilleures localisations pour des fermes éoliennes.





SOUTENIR LES AGRICULTEURS CANADIENS

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Le gouvernement libéral est fier du travail accompli avec les agriculteurs canadiens pour s'assurer que ce secteur jouira longtemps d'un avenir prospère. Plus de 190 000 fermes familiales sont au coeur du secteur agricole qui génère 30 milliards \$ en revenu par année. Le Canada possède l'un des secteurs agricoles les plus efficaces au monde, faisant du Canada un leader mondial en agriculture et en exportations agroalimentaires.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

Le gouvernement libéral comprend que cette dernière année à nulle autre pareille a été jalonnée de crises pour la communauté agricole. Les industries bovines et avicoles ont été dévastées par l'apparition de maladies comme celles de la vache folle et la grippe aviaire. Le gouvernement a agi promptement en travaillant avec les producteurs et les provinces en réponse à ces crises. Cela s'est ajouté aux initiatives agricoles du gouvernement, dont:

- L'élaboration avec les provinces et les territoires du *Cadre stratégique global pour l'agriculture 2003 (CSA)* doté d'une enveloppe budgétaire de 5,5 milliards \$ étalés sur cinq ans – la toute première politique nationale intégrée au pays pour le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Le CSA aligne les programmes de soutien financier, la politique commerciale et le marketing avec les exigences de la science, de la réglementation et du testage, qui doivent être respectées pour la protection ultime des consommateurs tant au pays qu'à l'étranger; et
- Une provision financière accrue et significative pour le secteur agricole, incluant près d'un milliard \$ de nouveaux fonds dans le Budget 2004 pour les producteurs bovins (dévastés par les répercussions de la maladie de la vache folle) et autres agriculteurs en vue de les aider à opérer la transition vers le CSA.

Le gouvernement libéral s'est engagé envers une politique agricole qui met les producteurs au centre de ses préoccupations. Nous reconnaissons que la réussite future du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au pays dépend du fait que le Canada reste à l'avant-garde dans toute la chaîne de production pour répondre aux demandes croissantes du marché mondial.

Afin d'atteindre le plein potentiel de l'industrie agricole canadienne, un gouvernement libéral :

- Positionnera l'industrie de l'agriculture et de l'agroalimentaire comme étant une partie intégrante de l'économie du savoir. Nous faciliterons les investissements requis pour le développement de produits agroalimentaires à valeur ajoutée. À cet effet, nous nous sommes engagés à nous pencher, dans le prochain budget, sur les investissements en capital requis pour les coopératives rurales et agricoles. Et nous travaillerons avec les organisations d'agriculteurs et la Corporation de crédit agricole (Investissement FAC) pour développer les outils appropriés de capitaux équitables pour que les agriculteurs profitent aussi des nouveaux produits à valeur ajoutée sans rester confinés au rôle de fournisseurs de marchandises;





- Nous lutterons pour les droits et les intérêts des agriculteurs canadiens sur la scène internationale et nous travaillerons en vue d'éliminer les subventions à l'exportation et les barrières non tarifaires en faisant la promotion des règles et des solutions efficaces en matière d'échanges multilatéraux;
- Nous poursuivrons de manière vigoureuse la restauration complète et l'accélération du commerce en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale du bœuf et du bétail canadien. À l'avenir, nous proposerons le renforcement des moyens pour que les frontières, une fois fermées pour des raisons d'urgence, puissent être rouvertes en temps opportun sur une base scientifique prudente;
- Nous défendrons les systèmes de marketing réguliers, incluant les systèmes de gestion de l'offre pour le lait, la volaille et les œufs, et notre système de point de vente unique pour le blé et l'orge;
- Nous ferons la promotion de la conservation des sols et de l'eau, particulièrement sur les fermes des Prairies et par le biais d'un appui accru à l'Administration du rétablissement agricole des Prairies (ARAP), dont le succès pourra être un modèle déployé nationalement; et
- Nous travaillerons avec la « *Farmer Rail Car Coalition* » pour assurer un avenir viable à la flotte de wagons-trémies du gouvernement.





LES PÊCHES

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Les Canadiens reconnaissent la contribution significative de l'industrie des pêches à l'économie de nos collectivités côtières et l'immense importance nationale de cette ressource renouvelable.

Le gouvernement libéral est engagé envers un secteur des pêches viable, durable et basé sur la conservation. Notre foi dans ces principes se fonde sur la notion que des pratiques canadiennes saines doivent être appuyées de contrôles musclés sur la surpêche étrangère et une intendance prudente de la faune aquatique.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

Afin de protéger l'avenir de l'industrie des pêches et l'environnement côtier du Canada, le gouvernement libéral a mis sur pied une série d'initiatives récentes. Elles incluent :

- Un investissement de 32,5 millions \$ pour combattre la surpêche étrangère par une expansion des activités de surveillance avec 51 millions \$ additionnels au cours des cinq prochaines années pour la surveillance aérienne et des efforts diplomatiques accrues par le biais de l'*Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest (OPANO)*, de l'*Accord des Nations Unies sur la pêche (ANUP)* et autres organisations multilatérales;
- L'introduction de lois plus sévères afin d'intenter des poursuites contre les pollueurs marins;
- L'adoption d'un plan de gestion scientifique de l'ensemble de nos côtes qui vise à promouvoir la conservation, la stabilité économique et une plus grande collaboration entre tous les paliers de gouvernements;
- La mise en place du *Cadre stratégique de gestion des pêches sur la côte Atlantique du Canada* incluant l'annonce de l'extension des accords existants de partage des pêches dans l'Atlantique qui font partie des accords de gestion du gouvernement;
- 100 millions \$ additionnels au cours des cinq prochaines années pour les Ports pour petits bateaux;
- 70 millions \$ au cours des dix prochaines années pour établir la cartographie du lit marin du plateau continental. Cela permettra au Canada de défendre ses intérêts internationalement et de faire valoir ses propres revendications à l'égard d'un territoire qui couvre près du tiers de nos masses continentales actuelles, riche en ressources potentielles et en faune marine; et
- L'intégration réussie et continue des secteurs de la pêche commerciale, récréative et autochtone à travers le Canada.

L'environnement marin reste soumis à des pressions environnementales énormes. Afin d'assurer un avenir adéquat à la pêche récréative et commerciale au Canada, ainsi qu'aux collectivités qui dépendent de cette ressource renouvelable à l'infini, le gouvernement libéral fera plus en :

- Mettant fin au pillage de nos ressources océaniques en renforçant la conformité aux mesures de conservation à l'intérieur et à l'extérieur de la limite des 200 milles marins. Cela inclura la publication d'une liste des navires illégaux et l'accroissement de la surveillance, de l'application de la loi et de l'arraisonnement des navires;





- Introduisant un code réglementaire moderne qui fera la promotion de l'éthique en matière de conservation, où les sanctions sont proportionnelles aux violations;
- Modernisant la Loi sur les pêches afin de mieux définir la gestion des pêches et accroître la participation des diverses parties intéressées; et
- En faisant du Plan d'action canadien pour nos océans, une priorité. Il sera bâti autour de quatre piliers : le leadership international, la sécurité et la souveraineté, la santé des océans et la gestion intégrée du développement durable, et les technologies océanographiques innovatrices.





UNE VISION POUR LE GRAND-NORD CANADIEN

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Le Grand-Nord du Canada, qui constitue la moitié du territoire canadien, est une partie intégrante de notre identité nationale et une composante stratégique de notre avenir. Le potentiel économique de cette vaste région est reconnu comme jamais auparavant. Par exemple, plus de 2,5 milliards \$ ont été investis par le secteur privé dans le développement minéral du Grand-Nord au cours de la dernière décennie. Cet investissement devrait générer 28 milliards \$ en PIB au cours de 20 prochaines années, en plus de créer de l'emploi pour 125 000 années-personnes.

Le Canada se situe maintenant au troisième rang mondial des pays producteurs de diamants de qualité bijouterie – un résultat direct des investissements dans le Grand-Nord. Les entreprises d'exploration minière se sont engagées à elles seules à investir 1,5 milliard \$ au cours des sept prochaines années dans le Grand-Nord canadien.

Ce sont là des développements positifs pour le Grand-Nord. Mais il existe plusieurs défis. Des polluants de l'air et de l'eau, souvent générés à l'autre bout du monde, menacent le gagne-pain et la santé des Canadiens et des Canadiennes du Grand-Nord et ceux de leurs congénères d'autres pays nordiques. Le réchauffement de la planète modifie le paysage polaire avec la fonte de la calotte glaciaire, l'élévation des niveaux d'eau et la perturbation de l'habitat naturel faunique. Ces tendances climatiques pourraient un jour ouvrir des passages océaniques traditionnellement glacés, rendant notre capacité de soutenir et de protéger la souveraineté de notre territoire nordique canadien encore plus cruciale.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

En réponse à ces enjeux et devant ces tendances, le gouvernement libéral a mis un accent plus marqué sur le Grand-Nord. Nous avons:

- Créé le nouveau territoire du Nunavut et réglé plusieurs revendications territoriales au Yukon et dans le Grand-Nord. Nous avons également continué à négocier les accords d'auto-gouvernance des peuples autochtones;
- Transféré une autonomie substantielle aux gouvernements territoriaux, appuyée par une contribution fédérale de 1,8 milliards \$ cette année conformément à la Formule de financement des territoires, qui les aidera dans la livraison de services publics et de soins de santé de qualité;
- Ratifié un nombre d'accords environnementaux internationaux, tels que le Protocole de Kyoto, la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer et la Convention des Nations Unies sur les polluants organiques persistants, dont la mise en œuvre devrait produire des effets bénéfiques importants pour le Grand-Nord;
- Reconnu l'importance du développement de nouvelles sources d'approvisionnement en gaz naturel, comme celles du Delta MacKenzie, et restructuré les programmes et les processus gouvernementaux afin de s'assurer que les résidents du nord et les Canadiens autochtones puissent participer et bénéficier de ces développements;





- Fourni près de 350 millions \$ dans des projets d'infrastructures majeures dans le Grand-Nord. Ces investissements comprennent le prolongement de l'autoroute Yukon-Alaska, l'aménagement de corridors dans les Territoires du Nord-Ouest pour le projet Autoroute Canada, et des projets pour l'eau, les égouts et le logement social au Nunavut;
- Fourni un investissement de 10 millions \$ à l'Initiative géoscientifique ciblée et consenti 70 millions \$ au cours des dix prochaines années par le biais de son Plan d'action des Océans pour établir la cartographie du lit marin du plateau continental de l'Atlantique et du lit marin continental polaire. Ceci est une condition essentielle pour établir les droits du Canada sur ses ressources marines; et
- Consentit 3,5 milliards \$ au cours des dix prochaines années pour nettoyer les sites contaminés, dont quelque 60% sont dans le Grand-Nord. Les collectivités affectées en retireront un grand bénéfice et ce sera aussi une excellente source d'emploi pour les résidents du Grand-Nord.

Les enjeux du Grand-Nord – souveraineté, décentralisation, protection de l'environnement et développement économique – restent une importante préoccupation des Libéraux. Ces enjeux exigent une approche concertée et intégrée des gouvernements fédéral et territoriaux ainsi qu'un leadership autochtone.

À l'avenir, nous investirons 90 millions \$ dans une Stratégie de développement du Grand-Nord pour nous assurer que le développement lié à l'énergie et à l'exploration minière est mis à jour en partenariat avec les Canadiens et les Canadiennes du Grand-Nord, sur la base de l'intendance des nos écosystèmes les plus fragiles.

Nous allouerons aussi 75 millions \$ pour accroître la capacité d'évaluation environnementale fédérale et régionale et simplifier le processus réglementaire comme engagement envers un développement énergétique responsable dans le Grand-Nord. Ces fonds seront utilisés pour effectuer des recherches scientifiques sur les défis environnementaux associés au développement de la vallée Mackenzie, du delta Mackenzie et de la mer de Beaufort.





LE CANADA DANS LE MONDE : UN RÔLE D'INFLUENCE ET DE FIERTÉ

Les Canadiens sont bien placés pour tirer profit des nouvelles réalités mondiales : l'ouverture au monde, l'acceptation de l'interdépendance des nations et la conscience de nos responsabilités planétaires.

Discours du Trône, 2 février 2004

Un gouvernement libéral dirigé par Paul Martin élèvera la voix fière du Canada dans le monde. Ainsi notre foi en la démocratie, notre esprit de générosité et notre engagement envers des solutions multilatérales seront entendus et reconnus à travers le monde.

Le Canada a été l'un des premiers pays modernes à rejeter la notion qu'une nation est composée d'un seul groupe ethnoculturel, d'une seule langue et d'une seule culture. Nous sommes un peuple qui a réussi à unir deux groupes linguistiques fondateurs en une communauté politique. Au fil des ans, nous avons ajouté une riche mosaïque de langues, de traditions culturelles et de religions, et nous nous sommes efforcés de répondre aux préoccupations des peuples autochtones.

Aujourd'hui, le monde a besoin de plus de Canada. Nous devons partager nos valeurs de tolérance, de compassion et de respect – alors que nous les avons reçues de ceux et celles qui ont formé et façonné cette nation – avec un monde trop souvent en proie au désespoir. Le gouvernement libéral a récemment entrepris de mener une vaste et importante Révision de la politique internationale – intégrant la diplomatie, la défense, le développement et le commerce – la première révision en une décennie au cours de laquelle plusieurs changements fondamentaux sont survenus dans un monde de plus en plus interconnecté.

L'objectif que nous poursuivons avec cette révision consiste à nous assurer que les valeurs des Canadiens gagnent en influence sur la scène mondiale.

Notre priorité, telle qu'indiquée dans notre plate-forme principale, est de mettre sur pied une Escouade pour la paix et la restructuration de l'état pour aider le nombre croissant d'états déchus et fragilisés, où la pauvreté et la faiblesse des gouvernements ensemble produisent affliction et désespoir. Cette initiative renforcera nos Forces armées et la réserve, déploiera Corps Canada, contribuera à juguler des maladies pandémiques telle le VIH/SIDA, et réduira ou pardonnera la dette de pays pauvres et méritoires.

L'accent sur ces secteurs prioritaires ne relève en rien le gouvernement de sa responsabilité de répondre à d'autres défis.

En respect de ces autres enjeux de politique internationale, voici quels sont nos plans.





UNE POLITIQUE DE SÉCURITÉ NATIONALE DU 21^E SIÈCLE

LA PERSPECTIVE LIBÉRAL

Il n'y a pas de responsabilité plus importante pour le gouvernement fédéral que d'assurer la protection et la sécurité des Canadiens et des Canadiennes. Nos préoccupations à l'endroit de la sécurité ont mené à la fondation de notre pays et sont reflétées dans la responsabilité constitutionnelle du gouvernement du Canada d'assurer « la paix, l'ordre et le bon gouvernement. »

Les événements du 11 septembre 2001 nous ont rappelé qu'en ce qui concerne notre sécurité nationale, il n'y a pas de place pour la complaisance. Il est maintenant clair pour chacun d'entre nous que l'Amérique du Nord n'est pas immunisée contre la violence et la destruction provoquée par le terrorisme, même si les origines de celui-ci peuvent souvent être tracées à des continents lointains qui paraissent hors de notre contrôle. Ce sont ces précisément ces défis que doit adresser une nouvelle politique de sécurité.

Notre approche à l'égard de la sécurité nationale a aussi été conçue pour faire face aux désastres naturels et faits de main d'homme. La population canadienne attend du gouvernement fédéral qu'il se montre vigilant sur les questions de sécurité nationale – du terrorisme à des maladies pandémiques, aux incendies de forêt dévastateurs jusqu'aux ouragans et pannes d'électricité majeures.

Le gouvernement libéral accroîtra la sûreté et la sécurité des Canadiens au moyen de la première stratégie nationale de sécurité, intitulée *Protéger une société ouverte : la politique canadienne de sécurité nationale*.

Introduit en avril 2004, ce cadre stratégique à long terme met l'accent sur trois objectifs clés en matière de sécurité nationale :

- Protéger le Canada et les Canadiens ici et à l'étranger;
- S'assurer que le Canada ne sert pas d'assise pour des menaces contre nos alliés; et
- Contribuer à la sécurité internationale.

Le gouvernement libéral a pris des initiatives importantes pour améliorer la sécurité nationale du Canada immédiatement après les événements tragiques du 11 septembre 2001 et plus récemment, dont :

- Un investissement de 8,3 milliards \$ pour l'amélioration de nos structures de sécurité nationale visant à protéger les Canadiens;
- La création du nouveau ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile qui intègre les fonctions liées à la protection civile, à la gestion des situations d'urgence, à la sécurité nationale, aux services correctionnels, au maintien de l'ordre, à la surveillance, au renseignement, à la prévention du crime et aux services frontaliers;
- La mise sur pied du comité du Cabinet chargé de la santé publique, de la sécurité et de la protection civile pour accroître la capacité du gouvernement de prévenir et coordonner la réponse de l'ensemble du gouvernement à toute situation d'urgence;





- La création du Fonds sur l'infrastructure frontalière pour assurer une approche coordonnée en matière d'infrastructures frontalières. Les projets inclus dans ce programme comprennent :
 - De nouveaux ou des accès autoroutiers améliorés aux postes frontaliers;
 - Des centres de traitement pour les véhicules commerciaux afin d'accélérer le dédouanement des marchandises; et
 - Une infrastructure « souple » comme les systèmes de transport intelligent, qui facilitent l'échange d'informations électroniques entre les agences gouvernementales et les camions et les trains traversant la frontière.
- L'amélioration du processus de vérification de sécurité à la frontière, fournissant une vérification plus rapide du statut des immigrants, des réfugiés et des visiteurs qui pourraient présenter un risque pour la sécurité nationale;
- La mise sur pied du Groupe binational de planification dans le quel le Canada et les États-Unis collaborent étroitement afin de développer des plans de contingence pour que les deux pays puissent répondre ensemble aux menaces potentielles contre le Canada et les États-Unis, incluant les désastres naturels et les attaques terroristes; et
- La création de l'Agence canadienne de santé publique pour s'assurer que le système de santé canadien peut prévoir et répondre efficacement aux menaces en santé publique. L'Agence et l'Agent de santé publique en chef du Canada aideront à créer une direction claire et responsable pour le gouvernement fédéral en matière de gestion des situations d'urgence en santé publique.

La politique de sécurité nationale évalue les menaces contre les Canadiens, établit nos intérêts à l'égard de la sécurité nationale et fournit un cadre de gestion intégrée des questions de sécurité nationale. Il s'agit d'un plan d'action détaillé dans six secteurs clés : le renseignement, la gestion des situations d'urgence, la santé publique, le transport, la sécurité frontalière et la sécurité internationale.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

La politique canadienne de sécurité nationale comprend de nouvelles structures et stratégies qui permettront au gouvernement fédéral de mieux anticiper et gérer les menaces à notre sécurité. Les nouveaux investissements incluent des mesures visant à :

- Renforcer la sécurité maritime, incluant des mesures pour améliorer la coordination, rehausser la capacité et développer une meilleure coopération maritime avec les États-Unis;
- Créer des Équipes d'urgence en santé publique, composées de professionnels de la santé, en vue d'accroître l'habileté du Canada de répondre à des urgences en matière de santé publique;
- Développer une stratégie de Protection des systèmes d'information gouvernementaux essentiels par l'entremise de partenariats avec les provinces, les territoires et le secteur privé;
- Mettre sur pied le Projet d'identification en temps réel (PITR) de la GRC et améliorer de façon dramatique le système d'enregistrement des empreintes digitales au pays;
- Mettre en place la Stratégie de sécurité du passeport, incluant la reconnaissance faciale au moyen de la technologie biométrique sur le passeport canadien, alignée sur les normes internationales;





- Créer un système national de gestion intégrée des urgences et améliorer le partage et la dissémination des renseignements sur les menaces par l'entremise du Centre des opérations du gouvernement afin de mieux coordonner sa réaction à des urgences de portée nationale; et
- Créer un Groupe de travail sur la sécurité informatique formé de représentants des secteurs privé et public en vue de développer une Stratégie nationale de sécurité informatique.

Le gouvernement du Canada amènera ses partenaires nord-américains à élargir et approfondir le Plan d'action très réussi pour la création d'une frontière sûre et intelligente entre le Canada et les États-Unis pour y inclure la biosécurité, la sécurité des aliments, la sécurité informatique, la santé publique, la sécurité maritime et celle du transport.

La politique de sécurité nationale protège nos intérêts collectifs de façon à refléter les valeurs canadiennes de tolérance, d'ouverture, de pluralisme et de respect des droits et libertés fondamentales.





PROMOUVOIR LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Les Canadiens reconnaissent les avantages du commerce extérieur et des investissements depuis des dizaines d'années. L'ouverture commerciale et les investissements contribuent à créer des emplois au pays et apportent des technologies de pointe, des capitaux, des idées et des personnes hautement compétentes au Canada.

L'économie du Canada est l'une des plus ouvertes au monde. En 2003, la valeur totale des échanges commerciaux a atteint 2,4 milliards \$ par jour et les exportations ont représenté 37 % de notre PIB. Le commerce international est crucial pour toutes les régions du pays et la plupart des secteurs de l'économie, incluant les ressources naturelles, l'agriculture et le secteur manufacturier. Le commerce international est particulièrement important pour les secteurs de « la nouvelle économie » et de la haute technologie, qui tirent jusqu'à 95 % de leurs revenus de clients internationaux.

LA POLITIQUE LIBÉRALE

Le gouvernement libéral est un ardent défenseur des accords et des organisations de commerce mondial d'une importance vitale, tels que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Accord de libre - échange nord - américain (ALÉNA), qui garantissent aux produits et services canadiens un accès aux marchés.

Nous avons donc la responsabilité de travailler de façon assidue à favoriser l'ouverture commerciale et les investissements dans le cadre de ces organisations et assumer le rôle de chef de file dans l'amélioration et l'élargissement constant de ce réseau. Le gouvernement libéral a fait avancer notre ordre du jour commercial par un grand nombre de moyens significatifs :

- La mise sur pied d'un ministère indépendant pour le Commerce international afin d'établir une vision claire et cohérente des efforts du Canada en matière de commerce et d'investissements;
- L'Initiative pour une frontière intelligente visant à faciliter les échanges canado-américains dans le contexte de l'après 11 septembre, alors que les préoccupations au sujet de la sécurité ont menacé de perturber le commerce transfrontalier avec les États-Unis. Nous avons injecté près de 1,5 milliard de \$ en fonds nouveaux sur cinq ans dans cette Initiative et dans des programmes connexes. Plus récemment, nous avons créé une nouvelle Agence des services frontaliers pour faire progresser ce dossier;
- Le *Fonds sur l'infrastructure frontalière* de 600 millions \$ destinés à des investissements dans l'infrastructure frontalière au Nouveau-Brunswick, dans le sud de l'Ontario et en Colombie-Britannique. Ce Fonds vient s'ajouter à l'engagement de 150 millions \$ au point de passage de Windsor;
- L'établissement d'un nouveau Secrétariat à l'ambassade canadienne à Washington pour aider dans les efforts de plaidoyer et législatifs pour faire avancer les intérêts du Canada aux États-Unis, de même qu'ouvrir sept nouveaux consulats pour améliorer les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis;





- La poursuite et l'expansion des activités de promotion des investissements, incluant les missions commerciales continues partout dans le monde;
- La défense vigoureuse, en utilisant tous les moyens possibles (politiques, diplomatiques et légaux) des intérêts du Canada dans les conflits du bois d'œuvre, du bœuf et du blé avec les États-Unis;
- La mise sur pied d'un certain nombre de programmes destinés à aider l'industrie forestière du Canada, les collectivités et les travailleurs qui ont subi le contrecoup des pratiques commerciales déloyales des États-Unis pendant le conflit sur le bois d'œuvre;
- L'amélioration du Programme de soutien de l'investissement communautaire pour aider les collectivités canadiennes désireuses de bâtir leur capacité à attirer et retenir des investissements directs de l'étranger; et
- Le lancement de l'Accord de renforcement du commerce et de l'investissement entre le Canada et l'Union européenne, dont le but est d'atténuer les obstacles au commerce avec l'UE, le plus gros marché du monde.

Alors que les petites, moyennes et grandes entreprises canadiennes réussissent de plus en plus à pénétrer les marchés mondiaux, le gouvernement doit faire plus pour les aider. Nous devons aussi faire davantage pour attirer l'investissement au Canada.

À ce chapitre, un gouvernement libéral entend :

- Bâtir des relations commerciales plus solides avec certains pays en développement clés, comme la Chine, le Brésil et l'Inde, dont le potentiel est considéré comme très important pour les entreprises canadiennes; et
- Continuer à travailler pour faire progresser l'Agenda de Doha, incluant les engagements pour résoudre les questions reliées aux subsides en agriculture et le processus de prise de décisions scientifiques.





AIDER LES ANCIENS COMBATTANTS DU CANADA

LA PERSPECTIVE LIBÉRALE

Le service et les sacrifices des anciens combattants sont commémorés ce 6 juin, au cours d'une cérémonie du souvenir sur les plages de Normandie où de jeunes Canadiens – ces anciens combattants – et plusieurs autres, qui ne sont jamais revenus, sont sortis en trombe de leurs bateaux de débarquement pour entrer dans les pages de l'histoire de la croisade pour libérer l'Europe.

Le Premier ministre Paul Martin se joindra aux anciens combattants pour le 60e anniversaire du Jour J, comme représentant d'une nation reconnaissante pour l'héroïsme et le courage indéfectible démontré par ces jeunes Canadiens.

Les Libéraux vouent le plus grand respect aux anciens combattants du Canada pour leurs services inestimables en temps de guerre et de paix, servant dans des conflits comme les deux guerres mondiales et la guerre de Corée, et agissant comme gardiens et bâtisseurs de la paix – de Chypre jusqu'en Yougoslavie, au Kosovo jusqu'en Afghanistan. En tout temps, nos soldats, nos aviateurs, nos marins – hommes et femmes – ont servi la cause de la justice, de la démocratie, des droits de la personne et de la liberté.

Nos anciens combattants méritent notre respect et un gouvernement libéral leur offre notre reconnaissance éternelle et notre appui pour leurs services envers le Canada et les Canadiens.


LA POLITIQUE LIBÉRALE

Le gouvernement libéral a bonifié plusieurs des avantages octroyés à nos anciens combattants. Plus particulièrement, le gouvernement libéral a :

- Étendu le Programme pour l'autonomie des Anciens combattants (PAAC) de façon à ce qu'il comprenne les services d'entretien ménager et paysager aux survivants des anciens combattants, avantageant ainsi 10 000 personnes;
- Étendu le PAAC à 20 000 personnes additionnelles et autres soignants principaux d'anciens combattants qui recevaient des prestations du PAAC et qui sont décédées avant juin 2002;
- Fourni une compensation financière aux anciens combattants autochtones et aux membres de la marine marchande pour leur service durant les deux guerres mondiales et la guerre de Corée; et
- Fourni une compensation financière aux anciens combattants (et à leur succession) qui ont été impliqués dans les essais d'armes chimiques réalisés durant et après les deux guerres mondiales et la guerre de Corée.

Le nombre des anciens combattants s'est accru de presque 60 %, — passant de 23 600 en 2001 à 37 300 en 2004 — au fur et à mesure que les membres des Forces armées quittent le service actif et participent aux programmes dédiés aux anciens combattants.



 Cependant, les programmes existants ont été conçus pour les anciens combattants des deux guerres mondiales et de la guerre de Corée. Le gouvernement libéral est engagé à moderniser et à bonifier les programmes dédiés aux anciens combattants. De façon plus particulière, un gouvernement libéral entend :

- Développer et voter une Charte pour les anciens combattants des Forces armées canadiennes. Celle-ci comprendra une série de mesures qui tiendront compte des besoins particuliers des anciens combattants des Forces armées canadiennes et les aideront à réintégrer le marché du travail et à s'ajuster à une nouvelle vie après le service militaire. Cette initiative comprend :
 - Un système de rentes d'invalidité moderne;
 - Des services de réadaptation physique, psychologique, sociale et de formation professionnelle;
 - Des prestations de soins de santé plus complètes pour les anciens combattants et leurs familles;
 - Le remplacement des pertes de revenus temporaires, de même qu'un soutien financier à long terme, lorsque nécessaire; et
 - L'aide au placement en emploi.
- S'assurer que les jeunes Canadiens aient accès à des outils et des opportunités qui leur permettront de reconnaître et d'apprécier le riche passé militaire du Canada, et de parfaire leurs connaissances sur les sacrifices et les réussites des anciens combattants. Cela comprendra :
 - Porter une plus grande attention aux activités de commémoration tenues au Canada plutôt qu'outremer; et
 - Utiliser des outils de communication et d'éducation modernes, de même que des partenariats avec les secteurs privés et les organismes sans but lucratif pour exposer davantage les jeunes aux anciens combattants et à tout ce qu'ils ont à raconter.



